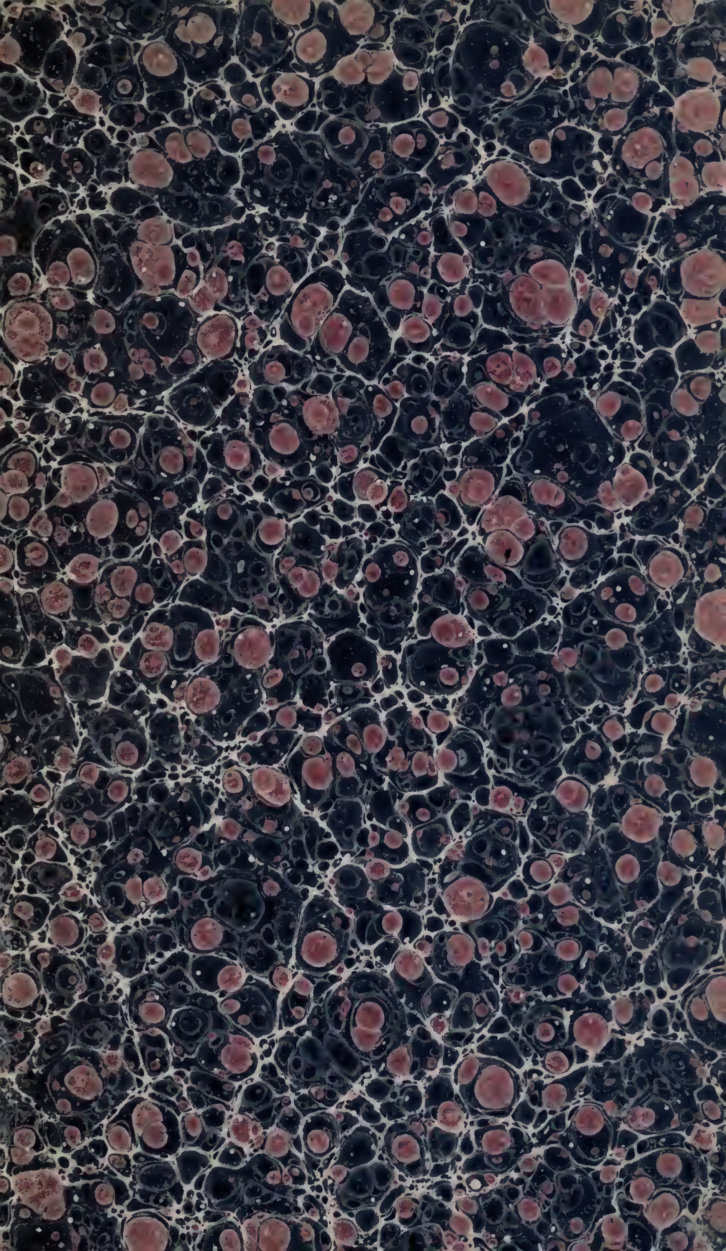

UC-NRLF
B 3 289 453



[illegible]

JAMES A. GARFIELD

[illegible]

LE GÉNÉRAL

JAMES A. GARFIELD

SA VIE & SES SERVICES PUBLICS

LYON. — IMP. PITRAT AINÉ, RUE GENTIL, 4


J A Garfield

LE GÉNÉRAL

JAMES A. GARFIELD

VINGTIÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

ESQUISSE BIOGRAPHIQUE

PAR

FRANK. H. MASON

EX-CAPITAINE DU 42e RÉGIMENT OHIO VOLS. U. S. A.

TRADUITE DE L'ORIGINAL ANGLAIS

REVISÉ ET PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

BENJAMIN-FRANKLIN PEIXOTTO

Ancien consul général en Roumanie

Actuellement consul des États-Unis à Lyon

PARIS

E. DENTU LIBRAIRE-EDITEUR

17, PALAIS-ROYAL, 19

—

1881

PRÉFACE

> C'est un autre Abraham Lincoln, un autre Daniel Webster, qui excite la plus vive sympathie dans les cœurs américains
>
> LE SÉNATEUR GEORGE F. HOAR.

Dans la préface écrite pour l'édition anglaise de cet opuscule, M. Bret Harte, le poète et le romancier américain, trace ainsi le portrait du capitaine Mason :

« Ami, collègue et compatriote de l'auteur de ce livre, j'ai reconnu en lui un soldat de cœur, un homme sérieux et un

des premiers journalistes des États-Unis occidentaux.

« Elève enthousiaste et officier d'État major du général Garfield, personne, semble t-il, ne pouvait mieux que lui raconter cette histoire. Sa modestie a laissé dans l'oubli la part qu'il prit lui-même à la lutte. Il s'y est pourtant illustré comme héros sur le champ de bataille et comme martyr dans la prison *Libby*. »

A cette préface bienveillante mais juste, le traducteur français désire ajouter quelques mots. Ç'a été pour lui un travail bien doux de reproduire en français l'éloquent ouvrage de son ami et compatriote, d'abord, à cause des mérites nombreux qui s'y rencontrent, puis parce qu'il a cru rendre service à la jeunesse française.

La vie d'un homme qui s'est illustré en arrivant à la présidence des États-Unis, sera sûrement intéressante pour les amis de la liberté, habitant ce beau pays de France où vient de s'établir une forme de gouvernement républicain qui, après quelques modifications et quelques progrès dans la voie conçue par ses hommes d'État les plus éminents, peut espérer devenir un jour aussi glorieuse, aussi libérale, aussi durable que la première république du monde, la république de Washington et de Lincoln.

Le président Garfield s'est fait une place entre les potentats du monde par la force d'une volonté indomptable, d'un talent sans égal et d'un génie victorieux, avec lesquels il a su de la condition la plus humble s'élever jusqu'au poste le plus éminent; comme

homme d'État, comme soldat, héros et patriote, il a su gagner non seulement l'amour de ses concitoyens, mais aussi l'admiration des hommes les plus braves, les plus intelligents du monde entier.

J'aime à croire que l'exemple d'un tel homme sera aussi encourageant pour la jeunesse française que pour celle de mon pays natal. Il me semble qu'assistant ainsi au triomphe de la persévérance et du génie sur la pauvreté et sur l'obscurité, voyant un homme isolé, sans secours, vaincre des obstacles réputés insurmontables et conquérir par sa propre force la place que tout conspirait à lui refuser, la jeunesse de tout pays trouvera cœur et courage et sera poussée à tenter des efforts nouveaux; comprenant que l'éducation est un puissant levier

mis à la disposition de tous, que celuiqui se prépare par l'étude, les sciences et la littérature, a des chances de parvenir tôt ou tard aux plus hautes dignités de son pays ; et que par conséquent tout homme devrait se tenir prêt, afin qu'au moment où la société l'appelle, il soit, comme Garfield, en état de répondre par des actes d'héroïque vertu tels que ceux dont la biographie du nouveau Président de l'Union va nous offrir le récit.

BENJAMIN FRANKLIN PEIXOTTO.

Lyon, le 5 mai 1881.

Le 20 juillet

Au moment où cet ouvrage allait être mis sous presse, un télégramme nous a tout à coup annoncé l'effroyable attentat dont le général Garfield vient d'être victime. Le bruit de sa mort a même fait naître à deux mille lieues de distance une tristesse, une douleur dont on ne retrouverait pas, croyons-nous, beaucoup d'exemples dans l'histoire. Et ce

ne sont pas les particuliers seulement qu'a émus la terrible nouvelle; les nations entières on ressenti le coup qui atteignait si soudainement un chef aimé, adoré des siens; elles se sont généreusement associées au deuil d'un grand peuple que le monde a vu depuis un siècle marcher à pas de géants dans les voies de la civilisation et de tous les progrès. Les hommes les plus honorables de tous les pays ont témoigné une affliction sincère; les plus puissants monarques ont envoyé à Washington les messages où ils exprimaient leurs condoléances et leurs vives sympathies.

Heureusement, ce n'était là qu'un faux bruit : à l'heure où j'écris ces lignes, l'illustre Président des Etats-Unis voit se cicatriser — trop lentement, il est vrai — les

blessures qu'un misérable, un infâme lui a portées sans motif comme sans provocation. La Providence, qui tant de fois avait protégé sur les champs de bataille les jours du général Garfield, a déjoué cette coupable tentative et montre qu'elle tient dans ses mains les destinées des nations. Puisse le sinistre événement que nous déplorons tous, calmer, éteindre, s'il est possible, les âpres et sombres passions qui semblent, à la honte des temps modernes, vouloir ramener la barbarie au sein des plus florissantes sociétés !

Pour moi, appelé à l'honneur de représenter les Etats-Unis à l'étranger, connaissant à fond leur histoire, leur politique, les mœurs et les vrais sentiments du peuple américain, qu'il me soit permis de l'affirmer à mon tour : l'attentat du 2 juillet n'a point de ca-

ractère politique. Aucun parti, aucun chef n'a inspiré cet acte d'égoïsme farouche qui, par-là même, demeure purement individuel. Aux Etats-Unis, dans le présent comme dans le passé, il n'est pas un parti qui n'ait toujours repoussé avec indignation le régicide et l'assassinat. En ce moment, tous les Etats de l'Union, magistrats et peuple, le Sud comme le Nord, ne protestent-ils pas avec une égale horreur contre l'atroce folie du meurtrier ? Non, le forfait qui a failli nous ravir un Président dont les rares qualités ont réussi dans le court espace de quatre mois à conquérir l'estime et l'affection de tous ses compatriotes, quelle que fût leur nuance politique, ce forfait ne saurait être que l'œuvre d'un des êtres les plus vils qui jamais aient rampé sur la terre, d'un scé-

lérat sans passé et sans avenir, qui n'est sorti de son obscurité que pour devenir à jamais l'objet de l'exécration universelle.

Nulle controverse sérieuse ne s'agitait dans le pays; nul intérêt grave n'était en jeu, nul principe national en discussion. Bien au contraire, la nation jouissait d'une paix profonde; dans ses veines circulaient à flots la force et la vie. Tout prospérait, commerce, industrie, finances, agriculture; dans les villes, dans les campagnes, se répandaient chaque jour davantage l'intelligence et la moralité. Des essaims d'émigrés, accourus de toutes les contrées du globe, venaient demander asile à cette terre d'Amérique où le succès récompense le travail énergique et patient. Cette heure d'universelle félicité est celle que le crime a choisie pour

frapper notre Président bien-aimé, pour plonger notre chère patrie dans les angoisses d'une véritable agonie.

Grâce à Dieu, grâce à la vigueur de son tempéramment si bien conservé par la pureté de sa vie, et malgré les fatigues de plusieurs campagnes, malgré les travaux bien autrement pénibles des sessions législatives, le brave général Garfield est vivant. L'homme « sans peur et sans reproche » est encore à notre tête ; il continuera longtemps, nous l'espérons, à diriger les destinées de l'Union, de cette Union qui, après tout, n'eût certes pas succombé avec lui. La grande Union américaine vit et vivra dans la série des siècles ! Vous pouvez blesser un membre, vous pouvez vous attaquer au corps, l'esprit lui-même est immortel !

Un jour, dans les temps à venir, le citoyen des Etats-Unis, rangé avec sa famille autour du foyer pendant les longues soirées d'hiver, exposera plus d'une fois, sans doute, à ses fils les leçons qui ressortent naturellement de l'abominable assassinat du président Garfield. Lorsqu'ils en connaîtront les détails, nos arrières-neveux réfléchiront que le premier devoir imposé à l'homme en naissant, c'est de combattre ses appétits désordonnés et de leur commander en maître ; que tous nous sommes frères et que Dieu est notre Père commun ; que l'imperfection se rencontre partout dans les choses humaines : que tout citoyen doit obéissance aux lois, et que, dans une république, il faut regarder la voix du peuple comme la voix de Dieu, quand ce peuple reste soumis à la justice et

à la légalité. Que ces vérités soient comprises, dès lors la vertu règnera dans les Etats eu même temps que l'instruction, et l'on ne verra plus un misérable s'autoriser de doctrines follement interprétées pour lever une main homicide sur l'oint du Seigneur.

B. F. P.

LE GENERAL

JAMES A. GARFIELD

SA VIE & SES SERVICES PUBLICS

LE GÉNÉRAL

JAMES A. GARFIELD

I

LE CHOIX DU PEUPLE

Lorsque le 10 juin 1880 on apprenait en Europe que la Convention nationale républicaine, après une semaine d'hésitation et de tâtonnements, avait proposé à Chicago, comme candidat à la présidence, un de ses propres délégués, le général James A. Garfield, de l'Ohio, la presse de l'Angleterre et

du continent manifestait un sentiment universel de surprise et de désappointement. Dans cette nomination on ne voyait guère, de ce côté de l'Atlantique, qu'un expédient adopté tout à coup dans un moment de crise pour conjurer dans le parti de graves dissensions. Quant au résultat on craignit qu'il ne répondît pas à l'espoir que les circonstances avaient fait naître.

L'opinion publique avait été si puissamment captivée par la grande personnalité de l'ex-président Grant, par les brillantes qualités du sénateur Blaine, homme d'État très distingué, et par les admirables mémoires financiers du secrétaire Sherman, qu'en voyant la grande Convention laisser de côté de tels candidats et choisir pour chef celui dont, jusqu'au jour presque de sa nomination, on avait à peine parlé comme candidat à la présidence, ce choix, naturellement, a dû sembler à ceux qui étaient

plus ou moins éloignés un compromis assez malheureux d'où pourraient sortir de véritables désastres. Mais dans toute l'étendue des États-Unis, le parti républicain, cette grande organisation politique née de la loyauté du peuple et de son horreur pour l'esclavage, qui jusqu'à présent dans aucune crise de quelque gravité n'avait fait un faux pas, savait que la Convention ne s'était nullement trompée. Elle connaissait Garfield comme le premier homme d'État de son parti au Congrès. Elle se souvenait que ses mémoires et ses discours dans les comités les plus importants de la Chambre des députés peuvent être classés parmi les travaux législatifs les plus judicieux et les plus parfaits que l'assemblée de Washington ait entendus pendant les seize dernières années.

Elle savait que, issu de la condition la plus humble, arrivé sans aide et par ses propres efforts à la présidence d'un collège,

nommé major-général d'armée, puis, obtenant un siège au Congrès et au Sénat des États-Unis, enfin occupant une place éminente parmi les hommes de lettres et les orateurs de son temps, il offrait un illustre exemple de ce que l'énergie et l'habileté peuvent accomplir sous l'impulsion d'un gouvernement populaire et l'égide d'institutions libres. Qu'un tel homme ait été appelé à la présidence de la République par les vœux spontanés de tout un peuple, ce n'était certes pas un malheur, mais bien plutôt l'application logique de ce principe intelligent qui a toujours prévalu dans les partis politiques des nations éclairées, savoir, qu'on doit décerner les plus grands honneurs à l'homme qui a conquis une influence dominante dans son parti. Ce n'est pas là seulement un des faits les plus surprenants de l'histoire moderne, c'est aussi le fruit légitime et normal d'une civilisation

mûrie par un siècle de gouvernement républicain dans le nouveau monde. On a jugé utile, au début de l'administration du nouveau Président, de présenter une courte notice de sa vie au public européen; elle pourra servir à se faire une idée plus exacte du personnage qui va jouer pendant plusieurs années le rôle principal dans la politique américaine. Un homme devenu, avant d'avoir terminé sa cinquantième année, le chef librement choisi de cinquante millions de citoyens éclairés, a bien le droit de solliciter l'intérêt et la curiosité de tout être intelligent.

L'objet de cette esquisse est de résumer pour le lecteur en quelques pages rapides l'histoire simple des premières luttes du Président pour acquérir le bienfait de l'éducation; sa vie d'instituteur, ses services pen-

dant la guerre de Sécession, et les points les plus saillants de sa carrière politique.

Malgré notre désir d'être bref, cette biographie, pour être claire, doit nécessairement contenir un aperçu de quelques-uns des événements politiques et militaires auxquels le général Garfield a pris part.

Nous avons intercalé dans le texte de courtes citations de ses discours et de ses écrits. Elles feront connaître sa manière de penser, son style et ses diverses opinions sur les principales questions agitées de notre temps.

Si parfois le lecteur impartial trouve que ce compte rendu tourne au panégyrique, notre excuse sera que les faits essentiels de la vie du président Garfield auraient cessé d'être vrais s'ils eussent été autrement racontés.

II

ENFANCE, ÉCOLE ET COLLÈGE

James Abram Garfield naquit, le 19 novembre 1831, à Orange Township, comté de Cuyahoga, à 18 milles environ de la ville de Cleveland, aujourd'hui si florissante. Son père était du Massachusetts, sa mère du New-Hampshire. Le premier de ses ancêtres connus, du côté paternel, est Édouard Garfield, un des propriétaires de

Watertown en 1635 et qui figurait dans cette élite d'hommes simples et héroïques qui partirent avec le gouverneur Winthrop à la conquête de la liberté de conscience, obtenue par les privations et les fatigues qu'enduraient ces braves pionniers de l'Angleterre. On croit que la famille d'Édouard Garfield était d'origine saxonne, opinion qui se trouve justifiée par le tempérament saxon du président Garfield.

Quoi qu'il en soit, ses parents s'établirent en janvier 1830 dans la forêt d'Ohio où ils achetèrent des terres couvertes de bois; ils s'y bâtirent avec des troncs d'arbres une modeste maison, et commencèrent cette lutte pour la vie qui, dans une contrée toute nouvelle, réclame un courage et une énergie invincibles. Dans l'espace de trois ans Abram Garfield défricha une partie de sa propriété et commença la culture du sol. Les feuilles et les branches sèches

furent rejetées dans les forêts adjacentes à ces terres nouvellement cultivées ; mais un jour d'été elles prirent feu et l'incendie menaçait de dévorer le blé presque mûr. Le fermier était un homme d'une énergie fort remarquable ; avec des efforts surhumains il réussit à enlever les feuilles sèches qui couvraient le sol et parvint ainsi à sauver ses moissons. Ce travail violent l'avait échauffé outre mesure. Il prit froid en retournant chez lui et fut saisi d'une inflammation de la gorge. Le traitement médical de cette époque était d'une science douteuse et trop souvent on le recevait des mains d'un charlatan populaire. Le malade vit son inflammation augmenter rapidement : Alors cet homme intrépide s'approcha de la fenêtre, adressa un dernier adieu aux bœufs, compagnons de son travail ; puis, inclina la tête sur le chevet de son lit grossier et mourut dans la fleur de sa vie.

Avant d'expirer il confia ses quatre enfants, dont James était le plus jeune, aux soins de sa femme ; c'était, pour toutes les qualités qui concourent à former un caractère intrépide et chrétien, la digne compagne de son mari. Les dix années suivantes furent pour la veuve Garfield et ses quatre enfants une période de luttes et de privations douloureuses. Profondément pénétrée de ses devoirs de mère, elle ne voulut jamais envoyer ses fils aînés travailler chez les voisins ; elle préférait supporter les plus rudes labeurs afin de les voir grandir et se développer sous ses yeux. Tant bien que mal les terres furent labourées et les premières moissons recueillies. La mère confectionnait de ses mains les habits de ses enfants, tout en rendant les mêmes services à un cordonnier voisin. Celui-ci, en échange, fabriquait des souliers grossiers mais solides pour les petits Garfield. Pendant

l'hiver, quand le pays était couvert de neige et que tout travail rural était suspendu, sauf la provision de bois à faire et les bestiaux à garder, les enfants, sitôt qu'ils eurent atteint l'âge convenable, allaient à la plus proche école communale.

C'est là, aussi bien que dans les instructions maternelles, que le futur président puisa ce goût prononcé de la lecture qui devait développer en lui la passion de la science et de la littérature. De trois à dix ans l'enfant assista chaque jour aux leçons de cette école primaire, bien qu'il dût vers cette époque partager, lui aussi, les travaux de la ferme. La mère ne pouvait lui fournir que peu de livres; mais, ces livres, il les dévorait avec une avidité indicible. A l'âge de douze ans il pouvait réciter par cœur le texte presque entier de l'*English Reader;* grâce au mélange de prose et de vers que contient ce recueil, il

fit connaissance avec les auteurs classiques de sa propre langue.

L'abondance des matières que fournissent les dernières années de la vie du général Garfield nous force à glisser rapidement sur sa jeunesse, période remplie pourtant de faits du plus haut intérêt. Dès son enfance, au moral comme au physique, il montra uue étonnante précocité. A l'âge de quatre ans, il reçut à l'école communale un Nouveau Testament comme prix de lecture dans la classe primaire. A huit ans il avait lu tous les livres que sa mère avait pu lui acheter et déjà il en empruntait aux petites bibliothèques de ses voisins, *Robinson Crusoé*, *Josephus*; Goodrich's, *Histoire des États-Unis;* Pollocks, *Course of Time*, furent lus et relus avec tant d'acharnement qu'il pouvait en réciter des chapitres entiers.

Deux espèces d'ouvrages le captivaient

particulièrement, les récits militaires et les aventures maritimes. Il possédait bien l'arithmétique et la grammaire anglaise, car il avait appris tout ce que l'école du district pouvait lui enseigner. Il était fort et robuste ; or il arriva que des jeunes gens plus âgés lui cherchèrent querelle à propos de sa pauvreté et de l'isolement où le laissait le veuvage de sa mère ; mais le châtiment suivit de près l'offense et les agresseurs trouvèrent toujours en lui un antagoniste redoutable. La lecture des ouvrages de marine lui inspira l'amour des aventures belliqueuses, et au grand déplaisir de sa pieuse mère, il se fit, comme on disait dans le voisinage, la réputation d'un « fighting boy » (batailleur). A l'âge de seize ans il s'engageait avec un de ses cousins à couper cent cordes de bois pour la somme de 25 dollars. La tâche fut exécutée dans de hautes forêts d'où le regard

s'étend bien loin sur le lac Érié. Là, sur l'azur des eaux, il voyait voguer les bâtiments à voiles ou à vapeur qui regagnaient le port de Cleveland ou en sortaient. Cette vue fait revivre en lui tout son enthousiasme pour la mer : sa vocation est décidée ; il sera matelot. Son travail achevé, il court à Cleveland, aperçoit une embarcation à voile amarrée au quai et se hâte d'y monter. Mais que trouve-t-il ? les hommes de l'équipage ivres, furieux, et à leur tête un capitaine d'une brutalité révoltante. C'en est assez. Toutes ses illusions s'évanouissent ; le roman maritime est déjà bien compromis. Cependant une heure après, il rencontre un autre cousin propriétaire d'une chaloupe qui faisait le cabotage sur le canal d'Ohio et Pennsylvania, entre Cleveland et Pittsburgh. Garfield lui demande un emploi ; on lui offre celui de conducteur de chevaux. Au fond, le jeune Viking avait toujours la

pensée de se faire marin et il débutait comme batelier, non qu'il fût enchanté de sa situation, mais parce que cet humble poste lui permettait de gagner un peu d'argent et de s'initier aux habitudes de la navigation. Le canal, pensait-il, voilà quel serait son premier pas ; puis il s'en irait à travers les flots de la grande mer aborder aux lointains rivages, et, de là, il pourrait parcourir les continents inconnus. La jeunesse du général Garfield comme celle du président Lincoln est un thème sur lequel on s'est plu à échafauder les récits les plus romanesques. En ce sens l'épisode du canal a été largement exploité dans la dernière campagne présidentielle, comme le fut, dans celle de 1860, l'anecdote où l'on voit M. Lincoln bûcheron, et par conséquent il a été considérablement amplifié. On a reproché inconsidérement à James A. Garfield d'avoir été batelier et de s'être vengé d'un vaurien

qui l'avait traité de brutal et de querelleur. Rien de plus injuste que cette allégation. Son court service sur le canal fut purement accidentel. C'était l'essai capricieux d'un homme incertain de son avenir; il songeait à la marine et prenait sans doute une voie tout opposée à celle qui pouvait le conduire à son but. Ce qu'il fit alors n'apporte à sa réputation ni gloire ni honte.

Mais la Providence réservait à cet esprit pénétrant, à cette âme entreprenante, une autre carrière que la vie étroite et monotone de l'homme de mer. Au bout de trois mois on le ramena tout à coup chez sa mère, à Orange, atteint d'une fièvre paludéenne et en proie à un violent délire. Sa mère trouva dans cette maladie une occasion depuis longtemps cherchée pour l'attirer vers une autre voie. Pendant cinq mois d'une convalescence où son dévoue-

ment lui prodiguait les soins les plus tendres, elle jeta dans son cœur les semences d'une ambition nouvelle et plus noble qui devait changer entièrement la direction de sa vie. Quand la bonne mère eût fini la lecture de ses livres, quand elle eut épuisé ses conseils, l'instituteur fut appelé pour donner, lui aussi, son avis. Entièrement convaincu par les arguments de ceux qui l'aimaient, le jeune homme se rendit au séminaire de Geauga distant de quatorze milles et, avec 17 dollars pour toute ressource, n'hésita pas à se faire inscrire au nombre des étudiants. Il commençait à la fois ses études de latin, de grec, de mathématiques; et tels furent ses progrès qu'au bout de la première semaine il était, dans chacune des branches de l'enseignement, le premier élève de sa classe. Dès lors il n'y avait plus à redouter pour lui ni les querelles du canal ni les dangereux hasards

de la mer. La passion d'apprendre l'avait complètement envahi.

Son application ne se bornait pas au cercle du programme scolaire ; il lut presque dans son entier la bibliothèque de l'académie, fermement résolu à ne négliger l'étude d'aucune des connaissances qu'embrasse le cours le plus complet de la science et de la littérature. Sa résolution une fois prise, il ne connut plus d'obstacle. Au temps des vacances il donnait des leçons ; durant la saison des récoltes, il travaillait dans les fermes.

Pendant son séjour au collège de Geauga il s'adjoignit à la secte des « disciples du Christ », les mêmes qu'on a nommés « Campbellistes », à cause du célèbre prédicateur écossais Alexander Campbell, dont la parole avait puissamment contribué à la propagation de cette Église dans les États-Unis. Rien de plus simple que le symbole

de ses disciples. On devait croire au nouveau Testament, à la divinité du Christ, à la vertu de son expiation, au baptême par immersion. Pour le reste, tout se bornait à une protestation contre toute loi qui imposerait comme condition d'admissibilité une formule humaine quelconque de la vérité divine.

Les « disciples » firent à cette époque de grands progrès dans le nord de l'Ohio. Aussi une école fut-elle fondée dans le petit village de Hiram, éloigné de 30 milles de Cleveland; c'est là que les futurs pasteurs et les anciens de l'Église se réunirent pour se préparer à leurs nobles fonctions.

Le jeune Garfield se sentit naturellement attiré vers la nouvelle école et s'y présenta, léger d'argent, comme toujours, mais avec une énergie et des aspirations capables de vaincre toutes les difficultés. Le premier partout, il devint bientôt précepteur et plus

tard maître ; ce qui ne l'empêchait pas de poursuivre avec la même ardeur ses études et d'enrichir son esprit de connaissances nouvelles. Il excellait surtout dans les langues grecque et latine. Désormais l'enseignement lui était ouvert : il entra dans cette honorable carrière à Williams College, une des maisons d'éducation les plus anciennes et les plus avancées de la nouvelle Angleterre. Le président de cette institution était alors le vénérable Mark Hopkins, un des maîtres les plus accomplis de son temps. C'était un homme de grande expérience, au cœur généreux ; chez lui l'art d'enseigner arrivait à une sorte de magnétisme saisissant l'esprit de l'élève et développant tous ses moyens sans gêner en rien l'éclosion de la pensée individuelle. Le président Hopkins mesura d'un coup d'œil les aptitudes intellectuelles du jeune Garfield ; dès lors se noua entre le professeur et l'élève une ami-

tié que le temps ne fit que fortifier. Le 17 juillet dernier, un mois après la nomination du général à la magistrature suprême des États-Unis, l'honorable ex-président de Williams, retiré de l'enseignement depuis bien des années, émettait dans une lettre à un de ses amis l'appréciation suivante sur son ancien disciple : « Ce qui me frappa tout d'abord dans ce jeune homme lorsqu'il se présenta pour la première fois, c'est qu'il ne paraissait pas envoyé au collège comme les autres élèves : on le sentait, il venait de lui-même, dans la plénitude de sa volonté. Puis je reconnus de suite, dans la manière de voir, dans la portée de cet esprit vigoureux, une ampleur singulière. Aussi large dans ses idées que dans ses goûts, et bien qu'adonné avec une incroyable ardeur à l'étude, on devinait de suite en le voyant que jamais il n'emprisonnerait sa vie dans une bibliothèque. La gymnastique, tous les exercices

du corps l'intéressaient quoiqu'il leur donnât très peu de ses loisirs. Plus mûr que la plupart de ses camarades, il devait naturellement se trouver mieux préparé aux études plus approfondies. De là le choix qu'on fit de lui pour le grand discours de philosophie, une des plus brillantes distinctions qu'un étudiant pût ambitionner. Malgré la facilité extrême avec laquelle il exécutait tout ce qu'il entreprenait, il apportait toujours à son travail une application consciencieuse. Il n'affectait pas ces prétentions au génie qui procèdent par accès et par soubresauts, et passent d'un effort véhément à la nonchalance, à l'inaction ; pas un de ses devoirs qu'il n'accomplît avec un travail également soutenu.

« Voilà pourquoi il n'a cessé de marcher d'un pas ferme et sûr vers les sphères les plus hautes, comme le démontre la carrière parcourue par lui depuis l'instant où il prit

ses grades. Si le général Garfield avance toujours du même pas, il ajoutera une illustration de plus à celles que nous ont déjà données les institutions libres de la grande Union américaine. »

Le président Chadbourne qui depuis a succédé au président Hopkins comme chef de la faculté du collège Williams, connut intimement Garfield, soit dans les écoles, soit dans les réunions de lecture; voici le jugement qu'il porte sur lui : « Le général Garfield prit ses grades à Williams College en 1856. Il est évident qu'il y entra avec une pensée arrêtée, et rien ne le détourna jamais de son but. Plein de soumission envers ses professeurs, il eut toujours pour eux le respect dû à ceux qui ont la charge d'instruire, de gouverner la jeunesse. Il s'assimilait promptement leur savoir, et ceux qui vivent encore se rappellent de quelles heureuses facultés était doué ce mo-

dèle des étudiants. Dès cette époque il promettait de devenir tel qu'on l'a vu depuis, un homme capable de faire face à tous les évènements même les plus imprévus ; un homme de devoir, de conviction énergique et d'un courage qui ne reculait jamais. Peu de personnes peuvent égaler les succès du général Garfield ; mais on peut être assuré que, quelque honneur politique qu'on lui offre jamais, il y apportera une autorité puissante, et cela, pour le plus grand bonheur de l'humanité. Pendant ses deux ans d'études à Williams, M. Garfield se distingua de plus en plus non seulement par l'éclat de ses compositions littéraires, mais aussi par sa présence d'esprit, son éloquence comme controversiste, la profondeur de ses pensées et l'habileté qu'il montra dans plusieurs essais sur de graves matières publiées par lui dans le *Williams Quarterly Review*. Un de ses condisciples disait de lui :

« Jeunes encore, nous ne comprenions qu'imparfaitement la grandeur du caractère de Garfield, nous la sentions pourtant ; car son âme, son esprit, son extérieur même nous le révélaient. » Lorsqu'il acquérait les grades en 1856, il remportait pour la métaphysique l'ovation, une des plus hautes distinctions d'une classe exceptionnellement forte.

Revenu à Hiram, il fut nommé, à l'ouverture de l'année scolaire, professeur de langues anciennes et de littérature anglaise dans cette école devenue florissante en si peu de temps. Comme maître il était sans rival ; nous pouvons l'affirmer sur le témoignage de M. Burke A. Hinsdale qui est, à cette heure, l'habile président de Williams College. « Le professeur Garfield avait, dit-il, une manière à lui de faire la classe. Il énonçait d'abord le texte même du livre ou le sujet à traiter ; puis il faisait rendre compte au jeune homme de son opinion personnelle

et finissait par discuter lui-même la matière dans son entier. D'autres savaient expliquer ou commenter un auteur aussi bien que lui ; mais en tant qu'instituteur, dans le meilleur sens du mot, nul ne le surpassait. Sa classe était pleine de vie ; et je suppose qu'il n'est pas un de ses élèves qui se souvienne d'avoir eu à y subir une heure d'ennui. En même temps qu'il émettait ses appréciations sur les sujets d'étude, son plus grand plaisir était d'éveiller les facultés de l'élève. La science a des procédés pour activer les propriétés de l'aimant. L'électricité, en courant le long d'une barre de fer, lui communique une vertu magnétique. L'instituteur doit agir d'une manière analogue et le service le plus signalé qu'il puisse rendre à son élève est aussi d'exciter le développement de ses facultés. Parmi les professeurs que j'ai connus, aucun ne possédait au même degré que Garfield l'art de pénétrer

de sa flamme les jeunes intelligences. Il révélait le monde à l'étudiant et l'étudiant à lui-même. Faire jaillir la pensée, mettre les facultés en jeu, élargir le champ de la vision intellectuelle, ouvrir toutes les sources de l'inspiration, voilà quelle fut son œuvre dans sa chaire de professeur. Sa méthode ressemblait beaucoup à celle du célèbre Dr Arnold de Rugby pour lequel il professait une respectueuse admiration, et *Tom Brown* faisait partie du cours d'études aussi bien que *Thucydide* et l'*Énéide* au collège d'Hiram. »

Après une année de professorat, Garfield fut promu à la présidence de la Faculté. A l'âge de vingt-six ans il avait conquis une influence prépondérante, il était l'âme de l'école. Des trois cents élèves dont se composait le collège dans ce temps-là, aucun n'oubliera de quel inappréciable avantage il jouissait, lorsqu'il assistait le matin, dans la chapelle, aux entretiens du président

Garfield. La réunion commençait par des prières et la lecture d'un chapitre de la Bible ; ce qui restait de l'heure était rempli par une conversation familière du Principal. Elle roulait quelquefois sur une matière tirée de quelqu'une des leçons du jour ; plus souvent sur les nouveaux évènements politiques, sur un sujet de science ou de littérature. Quelquefois une nouvelle idylle de Tennyson fournissait un thème enchanteur ; un autre jour que les feuilles publiques racontaient le sort tragique de Hugh Miller, le récit de sa vie fut fait dans les termes les plus éloquents et les plus pathétiques.

Le président Garfield travaillait surtout à développer parmi ses disciples un certain esprit de confiance et de fermeté virile. Il encourageait chez eux les exercices gymnastiques, suivait souvent par lui-même les parties de criquet ou de ballon, et arrivait de la sorte à se les attacher par une affec-

tion, qui, dans quelques-uns, allait pour ainsi dire jusqu'à l'idolâtrie. Un des élèves les plus distingués de l'établissement, qui dans la suite s'est illustré comme professeur par des succès extraordinaires, a exprimé en ces termes ses propres sentiments : « Alors naquit en moi pour M. Garfield un attachement mêlé d'admiration, qui ne cessa de croître chaque jour et qui dure encore. Je ne pense pas avoir rencontré un étudiant épris pour son maître d'une passion pareille. Une marque d'intérêt, un mot de lui m'enflammait d'un enthousiasme indescriptible. » Durant cette période, M. Garfield, en dehors des travaux de l'enseignement, se fit aussi une réputation brillante en qualité de prédicateur. Il n'était pas ordonné, mais du consentement et même avec les encouragements des autorités de l'Église, il prononçait du haut de la chaire des sermons puissants de logique et de conviction.

Dans l'hiver de 1859-60 il eut une discussion publique avec un spirite, nommé Denton, qui prétendait confondre la Bible au moyen des nouvelles découvertes de la géologie. La lutte avait pour but la théorie du développement humain, que plus tard Darwin a formulée dans le système de ses fameuses évolutions. Le défenseur de la Bible n'avait que trois jours pour se préparer au débat, et son antagoniste était un homme habile, parfaitement maître de son sujet, sachant sur le bout du doigt tous les faits, tous les sophismes sur lesquels s'appuyait sa thèse. Le temps manquait pour consulter les hommes versés dans la partie ; il manquait pour feuilleter dans une bibliothèque les volumes d'où il eût été possible d'extraire, après bien des recherches, quelques lambeaux d'arguments. Garfield eut recours à un expédient. Parmi les élèves des hautes classes il en prend six

des plus capables, leur expose l'ensemble et la marche de son argumentation, ayant soin de leur indiquer les points principaux qu'il se propose d'établir ; après quoi il distribue à chacun sa tâche, puis les envoie tous à la bibliothèque du collège, où ils devront compulser les meilleurs ouvrages et resserrer sous la forme la plus concise les preuves qui se rapporteront aux articles controversés. Au bout de vingt-quatre heures les six étudiants peuvent offrir à leur maître le fruit de leurs recherches, et dans une seconde réunion, ils apportent une dernière fois ce qu'ils ont réussi à glaner encore dans les champs de la science. Ainsi Garfield entre en lice muni de toutes pièces ; il se défend, il attaque avec sa vigueur ordinaire, et le triomphe est si complet que le darwiniste abandonne la lutte avec la sage résolution de se montrer désormais plus circonspect à l'égard du texte biblique.

Il était facile de prévoir que Hiram College, maintenant en pleine voie de prospérité, n'absorberait pas longtemps encore l'ardente énergie de son Principal. Des champs plus vastes s'ouvraient d'eux-mêmes aux grandes aptitudes de Garfield, et il n'était pas homme à repousser de telles invitations.

Le parti politique enfanté par les discussions sur l'esclavage des noirs et qu'on nommait en Amérique le parti du *Freesoil* (libre sol) devait être implanté dans les territoires de Kansas et de Nébraska. Cette affaire prit en peu de temps les proportions d'une question nationale ; déjà grondaient à l'horizon les premiers bruits de la tempête, et bientôt allaient se déchaîner sur le pays les fureurs de la guerre civile. Ceux qui ont connu M. Garfield, quand il était sous-gradué, disent qu'alors il ne manifestait pour la politique qu'un médiocre intérêt.

Mais en juin 1856 le parti du *Freesoil* publia au nom des États du Nord, une protestation des plus vives contre l'esclavage. Il fit plus, il inséra dans son programme politique l'abolition de la servitude, et choisit pour son candidat à la présidence le général John C. Frémont, connu par son exploration courageuse dans les chaînes de montagnes parallèles à la côte occidentale des États-Unis sur l'océan Pacifique.

Un mois après la désignation de Frémont pour la dignité de président, Garfield obtenait lesgrades, retournait dans l'Ohio et pendant les quelques semaines qui précédèrent à Hiram ses travaux accoutumés, il prononçait dans les localités environnantes plusieurs discours dans le sens antiesclavagiste [1].

[1] Quoi qu'il y ait déjà plus d'un quart de siècle écoulé, je me rappelle encore un de ces grands effets oratoires dont j'ai été le témoin.

L'élévation des sentiments, l'éloquence de sa parole, le

Assurément son peu d'expérience dans ces matières dut se trahir plus d'une fois; il est certain pourtant que son noble enthousiasme pour la cause de la liberté, sa logique nerveuse, la force et la chaleur de son langage, annonçaient déjà la hauteur où il s'est élevé depuis comme orateur politique. Mais en 1856 le parti démocratique était uni et puissant. James Buchanan l'emporta sur Frémont. Il fut élu à une majorité imposante. Buchanan était un président faible, sans volonté.

Bientôt il se laissa dominer par les démocrates du Sud, partisans de l'esclavage, et ceux-ci profitant de sa mollesse, travaillèrent à miner les ressources militaires et navales du gouvernement, en vue de faci-

pathétique, la puissance d'action du jeune professeur, et la profonde conviction qu'il faisait naître dans tous ses auditeurs, ont laissé en moi une impression ineffaçable.

LE TRADUCTEUR.

liter leur prochaine séparation d'avec l'Union fédérale. Cependant partout dans les États libres du Nord, l'esprit de résistance à des menées si perfides allait se fortifiant de jour en jour. A l'aide des nombreux éléments qui, dès l'an 1856, constituaient le parti du Libre sol, on organisait le parti républicain national qui triomphait enfin dans sa lutte mémorable de 1860 pour la présidence.

C'est pendant ces quatre années critiques et tandis que les forces opposantes, qui devaient se rencontrer sur les champs de bataille de la rébellion, s'armaient en secret pour l'heure des combats, que le président de Hiram College fut jeté par degrés de la vie tranquille des études dans le tumulte des grandes luttes. Cet homme aux nobles idées, à l'âme ardente, ne pouvait rencontrer une époque plus favorable pour faire son entrée dans le monde politique.

La conscience populaire s'éveillait de tous côtés à la vue des horreurs qu'entraînait l'esclavage des nègres, et les esprits clairvoyants se confirmaient de plus en plus dans la pensée que l'inévitable conflit des esclavagistes et des émancipateurs n'avait qu'une solution possible, l'écrasement d'un parti par l'autre. Les chefs du Sud suppléaient à la minorité des votes par l'audace et l'habileté.

Leur détermination était prise : ou maintenir leur ascendant sur le gouvernement malgré l'influence croissante du Nord. ou séparer violemment de l'Union les États à esclaves, et fonder une confédération à part où l'asservissement des noirs fût reconnu et légalisé pour toujours. Dans les campagnes électorales où l'on procéda au choix de la législation des États particuliers en 1857 et 58, Garfield prononça une foule de discours et conquit une place importante

parmi les hommes politiques de la partie nord-est de l'Ohio.

La législature d'un État est formée, comme le Congrès national, d'un sénat et d'une chambre de députés ; or en 1859 le district sénatorial dans lequel Hiram était situé, élut Garfield sénateur d'État. La législature s'assembla dans la première semaine de janvier 1860. Le nouvel élu n'avait alors que vingt-huit ans ; c'était presque le plus jeune membre du sénat ; mais il se recommandait par un grand talent oratoire et par une rare élégance de manières ; il avait, sur toutes les questions principales qui se débattaient à cette époque, des opinions nettes et fortement motivées ; aussi prenait-il dès les premiers jours au milieu de ses collègues une très haute position. Les membres républicains étaient en majorité dans les deux branches de la législature, et pourtant la prévision des maux

qu'entraînerait l'abolition de l'esclavage, amenait entre eux un désaccord perpétuel. Les républicains conservateurs suivaient une politique de compromis ; ils préféraient temporiser moyennant une progression de menaces habilement calculées, au lieu de risquer une scission qui pouvait mettre la république en danger.

D'autre part, les républicains radicaux pensaient que le temps des concessions et des compromis était passé ; suivant eux, la conspiration des esclavagistes devait être hardiment combattue et, s'il se pouvait, anéantie. Durant cette importante session, il y avait à la tête de l'union républicaine radicale de la représentation de l'Ohio, trois hommes que la lutte elle-même avait réunis en un triumvirat radical. C'étaient Garfield, J. D. Cox (plus tard gouverneur de l'Ohio et secrétaire de l'intérieur dans le cabinet du président Grant) et le professeur James

Monroe de Oberlin College, qui depuis a été pendant bien des années l'un des principaux chefs du congrès de l'Ohio. Ces trois hommes se montraient sans doute inflexibles dans leur opinion, mais calmes et nullement agressifs en face de leurs adversaires. Justement alarmés, ils se raidissaient contre la tempête qu'ils savaient devoir éclater ; rien, pas même la perspective d'une guerre imminente, ne les faisait chanceler dans leurs convictions.

Les Chambres s'ajournèrent en avril, quelques semaines avant ces fatales complications de la politique nationale qui devaient allumer l'incendie. La convention républicaine de Chicago nomma pour son candidat à la présidence Abraham Lincoln, de l'Illinois. De son côté, la convention démocratique s'assemblait à Charleston, dans la Caroline du Sud, et après une lutte prolongée, acrimonieuse, entre conservateurs

et radicaux, se partagea en deux fractions, dont chacune adopta un programme séparé et désigna des candidats personnels pour les charges de président et de vice-président. Ainsi divisé irrémédiablement par les dissensions intestines qu'avaient provoquées dans son sein les questions de l'esclavage et des droits de chaque État, le parti démocratique fut battu en détail. Lincoln obtint la majorité contre chacun des candidats démocratiques; à partir de ce moment le sort en était jeté.

En Amérique, le Président est élu le premier mardi de novembre, mais il prend possession de son pouvoir seulement le 4 mars suivant. Durant cet intervalle de quatre mois 1860-61 eut lieu la seconde session de la législature de l'Ohio, dont Garfield faisait partie. Cet hiver est une époque mémorable dans l'histoire américaine. Emportées par le courant de l'opinion publi-

que, toutes les Chambres et les États dont se compose l'Union oubliaient les intérêts locaux pour se précipiter dans l'arène de la politique nationale. Un État souverain chez lui peut-il être forcé contre sa volonté propre par les autorités fédérales? Un État, une confédération d'États peuvent-ils se séparer de l'Union à leur gré? Le gouvernement national est-il supérieur à celui d'un État particulier, souverain aussi; et en général quels sont les droits, quels sont les devoirs d'un État envers la République dont il est portion intégrante? Tels étaient les divers aspects de la redoutable question qui, en quelques mois, creusa un abîme entre le Sud et le Nord et n'a pu être résolue que par quatre ans d'une guerre formidable.

Les chefs du parti esclavagiste avaient accepté le choix du président Lincoln comme le signal de la séparation. Ils com-

prenaient parfaitement le sens de cette élection : désormais une minorité de sénateurs et députés du Sud ne réussirait plus à dominer le gouvernement. En conséquence les Sudistes annoncèrent ouvertement leur résolution de se séparer, et ils mirent la timide administration du président Buchanan au défi soit d'empêcher, soit de punir leur trahison.

Pour tout homme loyal et de bonne foi, capable de voir clair dans la situation des choses, « Sécession » signifiait *guerre*, et la législature de l'Ohio, comme celles de tous les autres États fidèles, songea dès lors à prendre des mesures en vue de la crise menaçante contre laquelle il devenait urgent de se prémunir. En janvier 1861, le Sénat de l'Ohio discuta un bill qui avait pour objet le recrutement et l'équipement de six mille hommes. Dans le débat qui eut lieu à ce sujet, Garfield fit entendre un

éloquent discours qui émut profondément la population tout entière et dessina l'attitude que lui-même devait garder jusqu'à la fin de la guerre. Un seul extrait nous permettra de juger l'orateur. Les opposants au bill objectaient que la mesure offrait un caractère manifeste de *coercition*. Garfield répondit : « Si par ce mot *coercition* vous entendez que le gouvernement fédéral déclarera et fera la guerre à un État particulier, je ne vois aucun homme, démocrate ou républicain, qui soit coercitif. Mais si le sens de cette parole est que le gouvernement général doit défendre les lois, quels que soient ceux qui les violent ; qu'il doit protéger la propriété et le drapeau de l'Union ; qu'il doit punir les traîtres à la Constitution, qu'ils soient dix ou qu'ils soient dix mille ; alors je suis *coercitionniste*. Chacun des membres du Sénat qui a voté la huitième résolution, est un *coercition-*

niste; les neuf dixièmes des habitants de l'Ohio appartiennent au parti *coercitionniste.* Je dis plus, tous les citoyens sont coercitionnistes, sinon ils sont des traîtres ! »

Le monde entier sait quels événements se passèrent à Washington pendant l'hiver et le printemps de 1861. Les sénateurs et les députés du Sud, après mille menaces, après mille défis, fièrement et comme s'ils accomplissaient un acte du plus sublime héroïsme, renoncèrent à leur mandat, en déclarant que la confédération qu'ils allaient fonder, aurait — c'est le mot d'Alexandre Stephens, un de leurs chefs et plus tard vice-président de la confédération du Sud — « pour pierre angulaire la *divine* institution de l'esclavage. » Lincoln fut proclamé président le 4 mars. En se rendant à la capitale de la nation, il dut traverser Baltimore sous un déguisement ; car une populace perfide épiait son passage dans l'intention

de l'assassiner. L'intensité de la crise augmentait sans cesse. Pendant l'hiver les confédérés établirent des batteries de siège le long des côtes et des îles de Charleston, dans la Caroline du Sud. L'entrée en fonctions de Lincoln avait donné le signal de la rupture. Les États du Sud, l'un après l'autre, à l'exception du Kentucky et du Missouri, décrétèrent la Sécession et, en avril, les batteries des rebelles ouvrirent le feu sur le fort Sumter, citadelle aux murs épais, qui se dressait dans une petite île du port de Charleston. C'est alors qu'on découvrit une ruse de Floyd, le sécrétaire de guerre du cabinet de Buchanan. Ce ministre avait, sous divers prétextes, dispersé dans les garnisons les plus lointaines le peu de régiments réguliers que l'Union avait sur pied, et transporté presque toutes les armes et les munitions dans les arsenaux du Sud. La nouvelle administration était pour

le moment denuée de tout. Mais déjà le canon qui tonne à Charleston a retenti jusqu'au fond des États-Unis. Les cœurs loyaux s'indignent et partout le roulement du tambour appelle aux combats les patriotes fidèles au drapeau national.

III

GARFIELD SOLDAT

Hark! I hear the tramp of thousands
And of armed men the hum;
Lo! a nation's hosts have gathered
Round the quick alarming drum
Saying come,
Freemen, come!
Ere your heritage be wasted. Said the quick
Alarming drum. —

BRET HARTE[1].

Un homme de cœur et d'opinions chaleureuses, tel que le sénateur Garfield, ne pouvait tarder beaucoup à prendre place parmi

[1] Écoutez, j'entends la marche des multitudes, le bruissement de la foule armée. Voilà les cohortes d'une nation assemblées autour de ce tambour alarmant, avant que l'héritage paternel soit dévasté!

L'écho répète les échos émouvants du tambour.

les chefs qui dirigeaient le grand conflit. Contrairement à ses convictions personnelles, il espérait encore que, suivant les prévisions du secrétaire Seward, la révolte serait comprimée sans qu'il fallût en venir à une guerre d'extermination ; mais le désastre de Bull Run arrivé en juillet 1861 dissipa cette illusion des premiers jours, et les États fidèles commencèrent à s'unir pour la lutte suprême. Sept jours après la bataille de Bull Run, Garfield acceptait le grade de lieutenant-colonel d'un régiment qui s'organisait en ce moment à Camp Chase, vaste camp d'instruction militaire, aux portes de Columbus, capitale de l'Ohio. En une semaine, cent étudiants du collège d'Hiram forment une compagnie dans le nouveau régiment ; d'autres volontaires accourent, et dès le 20 août le régiment se trouve au complet. Immédiatement les recrues, n'ayant encore qu'une partie de l'uniforme, s'exer-

cent, marchent, étudient jour et nuit, dans leurs moindres détails, les manœuvres de l'infanterie; mais de tous les soldats, le plus occupé, le plus accablé de travail est sans contredit le colonel.

Avec sa rare intelligence, il concentrait dans sa pensée tout ce que les livres pouvaient lui enseigner sur l'art de la guerre. Outre le maniement des armes et la formation des compagnies, des bataillons, des régiments, ses études embrassaient tous les détails de l'équipement du soldat, de la discipline des camps, du transport des troupes ; l'ensemble enfin des manœuvres propres à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie, fut appris du moins en théorie par l'infatigable colonel.

Le commandant général du camp et les officiers expérimentés attachés à d'autres corps étaient tout surpris de trouver le colonel du 42e régiment prêt pour l'exé-

cution de chaque ordre nouveau. Son propre enthousiasme, il savait l'inspirer à ses hommes; et, en prolongeant les heures de travail presque jusqu'à la fin de la journée, il hâtait leur instruction militaire, il endurcissait leurs membres pour les rudes exigences de la guerre. Il établit pour les officiers du régiment une école à laquelle il présidait comme instructeur principal. Là aussi, aucun détail, si minime fût-il, ne lui échappait; ce n'étaient pas seulement les exercices du champ de bataille qu'il enseignait aux officiers; il voulait même qu'à la connaissance de la théorie ils joignissent une teinture au moins de l'art culinaire. Au bout de trois mois le régiment fut commandé pour le service actif.

A vrai dire, ces jeunes troupes ne se composaient que de recrues sans expérience des choses de la guerre; ni officiers ni soldats n'avaient encore vu le feu; mais les uns

avaient étudié à fond les principes de la tactique, les autres le maniement des armes. Dans les grandes manœuvres préparatoires beaucoup d'entre eux se montraient excellents tireurs ; il était aisé de voir qu'en face de l'ennemi, on les trouverait tous pleins de courage et de hardiesse. Pour l'ensemble des qualités militaires ce régiment pouvait servir de modèle aux quinze cent mille hommes rangés sous la bannière de l'Union pendant ces quatre sanglantes années.

D'abord au point de vue de l'éducation et de l'intelligence, le 42e avait une supériorité marquée, bien que dans cette immense armée de volontaires tous fussent instruits ; puis le personnel en était formé d'éléments très divers, et de ce mélange d'individus de professions différentes, on tirait à l'occasion des services aussi multiples que variés. Parmi les hommes de tous grades, depuis les plus jeunes jusqu'aux

plus âgés, on trouvait des avocats, des ecclésiastiques, des professeurs, des charpentiers, des serruriers, des fermiers, des ingénieurs, des compositeurs, des machinistes. Ils pouvaient jeter un pont, réparer et mettre en mouvement des locomotives, élever des constructions ou des fortifications, conduire les trains, faire fonctionner les télégraphes, diriger les bateaux à vapeur. Les fusils belges qu'on leur distribua, étaient longs, pesants et se chargeaient par le canon. Ces armes furent très heureusement modifiées et perfectionnées par les armuriers enrôlés dans le régiment, en sorte que le 42e se distingua toujours par la précision de son tir. On conçoit que des manœuvres journalières fussent de nature à développer rapidement dans ces jeunes soldats l'esprit et la science militaire. Mais d'une part, le champ d'opérations dans le Sud était comme sans bornes ; de l'autre, pendant les deux

premières années de la lutte, l'armée, imparfaitement pourvue du matériel nécessaire, avait intérêt à ne point hâter les opérations décisives ; aussi, comme beaucoup d'autres corps, le régiment de Garfield eut, quelque temps encore, pleine facilité pour se livrer aux exercices qui font les troupes solidement aguerries.

Le 42e quitta Columbus le 14 décembre et se rendit par le chemin de fer à Cincinnati, sur l'Ohio : au sud de cette rivière s'étend l'État du Kentucky. Si le Kentucky n'était pas sorti de l'Union, il faisait secrètement cause commune avec les rebelles ; tout à coup un corps de cinq mille confédérés envahit la frontière de l'Est sous la conduite de Humphrey Marshall. Le colonel Garfield reçut l'ordre d'aller à Louisville, pour y prendre les instructions du général Buell qui commandait en chef dans la contrée. Voici comment l'historien du 42e ra-

conte cette entrevue : « Le 16 au soir, le colonel Garfield arrive à Louisville et se présente au général Buell. Il se trouve en face d'un homme froid, silencieux, austère, qui l'interroge sans laisser rien transpirer de sa propre pensée, et cependant tient un regard d'aigle attaché sur son interlocuteur, comme si, dans chacune de ses réponses, il eût voulu le sonder tout entier. Déployant une carte, il montre au colonel les positions occupées dans la partie est du Kentucky par les troupes de Marshall, désigne les lieux où, dans ce même district, campent celles de l'Union, indique brièvement la nature et les ressources du pays ; puis congédie son visiteur avec ces mots : « Si vous aviez à commander dans le département de l'Est de Kentucky, quel plan suivriez-vous? Venez ici demain matin à 9 heures et dites-le-moi. » Garfield retourne à son hôtel, se procure avec une carte du Kentucky les

derniers rappots officiels sur le recensement; place devant lui papier, encre, plumes, et se met à l'œuvre. Il étudie les routes, la population, les ressources de ces comtés; le lendemain, au point du jour, il travaillait encore. A 9 heures il est de retour au quartier-général avec une esquisse de ses plans. Le général Buell lit ce rapport très attentivement, et l'approbation est si complète qu'il donne à Garfield l'ordre d'organiser immédiatement une brigade de quatre régiments d'infanterie, et d'un escadron de cavalerie, de se mettre à leur tête, et, d'après son propre plan, d'expulser de l'Est du Kentucky les troupes de Marshall.»

Décrivons en quelques lignes la première campagne du nouveau chef de corps. Dans une province montueuse et mal cultivée, Garfield se vit obligé de disséminer sur divers points sa petite armée: devant lui s'ouvraient des routes que l'hiver avait rendues

impraticables ; les forces de l'ennemi étaient supérieures numériquement aux siennes. Néanmoins il résolut de pousser activement les opérations, et le 10 janvier il prit position devant la brigade entière de Marshall, dans la vallée de Middle Creek, un petit affluent de Big Sandy River qui se perd dans ce cours d'eau à 80 milles environ au-dessus du confluent de l'Ohio. Le détachement de Garfield venait seulement d'atteindre le champ de bataille à marches forcées, par des chemins de montagne que les fourgons n'avaient pu suivre ; mais comme déjà Marshall avait abandonné plusieurs de ses positions et qu'il semblait vouloir se dérober, Garfield pressa l'attaque sans attendre que le reste de ses troupes l'eût rejoint. Il n'avait pas avec lui plus de 1,400 hommes. N'importe, il passe à gué un petit lac gonflé par les pluies, escalade une colline dont les pentes abruptes sont couvertes de bois et

engage le combat avec les sécessionnistes avantageusement retranchés dans une position dominante avec deux sections d'artillerie. Après cinq heures d'une lutte très vive, la victoire couronnait la bravoure des assaillants. Les confédérés, repoussés sur les hauteurs, opérèrent sans bruit leur retraite à la chute du jour, laissant leurs morts sur le champ de bataille et se hâtèrent de repasser les montagnes du Cumberland pour rentrer au plus tôt dans la Virginie. C'était là, depuis le commencement de la guerre, le premier avantage sérieux qu'eussent remporté les soldats de l'Union. Ce fait d'armes que nous ne pouvions omettre, met en évidence les surprenantes facultés de ce capitaine improvisé qui, d'un coup d'œil, arrête le plan de la bataille de Middle Creek, la gagne, et dans une situation absolument nouvelle pour lui, révèle une aptitude incontestable au commandement des armées.

Le général Buell, soldat de profession, ressentait la méfiance naturelle à tout officier pour un simple volontaire ; et pourtant, peu d'heures après, il confiait à Garfield une brigade avec mission de combattre un corps beaucoup plus nombreux que le sien. Pendant qu'après le combat de Middle Creek les troupes de Garfield occupaient un village du nom de Paintville, il se produisit un incident qui prouvera au lecteur avec quelle énergie ce commandant d'un jour savait au besoin faire tête à tout, et vaincre les difficultés les plus imprévues. Paintville où campait la brigade s'élève sur la rive gauche de l'Ohio. De fortes pluies avaient considérablement grossi la rivière et le courant était si rapide, si impétueux, qu'à peine les bateaux à vapeur pouvaient-ils réussir à le remonter ; la brigade ne reçut que des rations extrêmement réduites. Le colonel inquiet veut hâter l'envoi des vivres et

descend de sa personne jusqu'à l'embouchure du Big Sandy. Là il trouve un petit bateau à vapeur amarré à la rive, ordonne de le remplir de provisions et de le diriger sans retard sur Paintville ; mais le capitaine du vapeur proteste que l'eau est trop forte et le trajet impossible. Le colonel prend alors le commandement du bateau. Il fait charger les vivres et place le capitaine sur le gaillard d'avant comme pilote, sous la surveillance d'un officier de l'armée ; lui-même s'empare du gouvernail. Garfield se souvient encore de son ancien métier de marinier et conduit le vapeur avec autant d'habileté que de hardiesse, malgré l'effrayante rapidité du courant. Il reste ainsi au gouvernail pendant près de cinquante heures, sans un instant de sommeil ni de repos, et, parvenu enfin à Paintville, il distribue avec bonheur des aliments à ses soldats qui déjà sentaient les tortures de la faim.

En récompense de sa victoire de Middle Creek, le colonel Garfield fut nommé brigadier général des volontaires. Il séjourna tout l'hiver avec sa brigade dans la vallée de Big Sandy River, et reçut, au printemps, l'ordre de rejoindre le général Buell, qui, placé lui-même à la tête de l'armée de Nashville, dans le Tennessee, avait hâte de réunir ses troupes à celles du général Grant à Shiloh, avant que celui-ci, inférieur en nombre, fût attaqué par la grande armée confédérée que commandait le général Johnston.

En arrivant près du général Buell, Garfield fut désigné pour le commandement de la vingtième brigade. Il répondit à la confiance de son chef par sa brillante conduite à la seconde journée de Shiloh, nommée aussi journée de Pittsburgh Landing, où la jonction si opportune du corps d'armée de Buell changea tout à coup pour le général Grant

la face de la bataille et lui valut un triomphe éclatant.

Garfield prit part avec sa brigade aux opérations militaires devant Corinth. On lui dut en particulier le rétablissement des ponts et du chemin de fer entre Corinth et Decatur.

En novembre 1862 il fut mandé à Washington, comme membre de la cour martiale qui devait juger le général Fitz John Porter. Le général Hunter, chef du département militaire sur le littoral Sud de l'Atlantique, fut tellement frappé des qualités éminentes dont Garfield fit preuve au cours du procès, qu'il demanda comme une faveur qu'on voulût bien l'attacher à son commandement. Il ne put l'obtenir et Garfield fut dirigé sur l'armée du Cumberland, campée alors à Murfreesboro devant le Tennessee, sous les ordres du général Rosecrans. On désignait à cette époque les divers corps d'armée par le nom du cours d'eau principal de la région qu'ils

étaient chargés de défendre. Ainsi, au commencement de 1863 où nous sommes parvenus maintenant, l'armée du Potomac opérait contre Richmond, celle du Tennessee, sous le général Grant, se préparait à investir Vicskburgh dans le Mississipi; et l'armée du Cumberland unie à celle de l'Ohio depuis la bataille de Shiloh, était, nous l'avons dit, campée à Murfreesboro, à trente mille sud-est de Nashville, capitale du Tennessee. Cette troisième armée s'était battue récemment; elle venait de remporter la sanglante victoire de Stone River, un des engagements les plus acharnés, les plus formidables de la guerre de Sécession. C'est au général Bragg qu'obéissait l'armée confédérée opposée à Rosecrans dans cette bataille. Les combattants étaient, à peu de chose près, égaux par le nombre comme par la valeur. Après une lutte héroïque de deux jours entiers, les débris des bataillons confé-

dérés se retirèrent à quelques milles vers le Sud dans l'Alabama ; de leur côté, les troupes de Rosecrans avaient tant souffert en hommes et en matériel qu'il devint nécessaire de les réorganiser à fond, avant qu'elles fussent en état de reprendre l'offensive.

C'est durant cette période de repos et de réorganisation que le général Garfield arriva vers le 20 février 1863 au quartier général à Murfreesboro. Le colonel Garesche, chef d'état-major de Rosecrans, avait péri dans la bataille de Stone River ; son successeur n'était pas encore désigné. « Quand Garfield parut, disait Rosecrans dans une lettre toute récente, je nourrissais contre lui, je dois l'avouer, bien des préventions. C'était, disait-on, un ancien prédicateur qui s'était poussé par la politique : un tel homme ne pouvait m'être qu'assez peu sympathique. Je trouvai en lui, tout au contraire, un officier très instruit, d'une haute capacité ; un

patriote convaincu et dévoué, un homme enfin d'une parfaite honorabilité. » Trois jours après son arrivée, Garfield était nommé chef d'état-major de l'armée du Cumberland.

Ici commence le dernier et le plus important chapitre de sa carrière militaire. Son premier soin fut de créer un bureau d'informations pareil à celui qui a pris un si grand développement dans les armées européennes depuis la guerre de Crimée. C'est avec beaucoup de raison qu'on a reconnu dans cette organisation « le mécanisme le plus parfait en son genre qui soit sorti des nécessités d'une lutte malheureuse. » Au moyen de tout un ensemble de rapports tirés des éclaireurs et des espions, des confédérés prisonniers et de nègres intelligents, ainsi que des documents officiels capturés, Garfield dressait un tableau exact de la situation et des forces de l'armée de Bragg. Tout s'y

trouvait détaillé, la qualité des armes, les munitions, les provisions diverses, les sentiments dont les troupes de la Sécession étaient animées, l'état des routes, des ponts, des chemins de fer sur tout le territoire ennemi.

Lorsque le printemps arriva, le gouvernement de Washington et l'opinion publique témoignèrent hautement le désir que Rosecrans avançât vers le Sud. Mais cet officier, admirable soldat à beaucoup d'égards, s'absorbait dans les mille soins de ses préparatifs, et de plus une discussion assez vive s'était engagée entre lui et le ministre de la guerre. Garfield, qui, dans l'espace de deux mois avait acquis une influence très grande sur son chef, travaillait à deux choses, amener une réconciliation et préparer tout pour que l'armée se mît en marche. Les autres officiers, au contraire, désapprouvaient tout projet d'agression et

l'armée s'attarda jusqu'au mois de juin à Murfreesboro. A tous les appels Rosecrans répondait qu'il n'était pas prêt; mais Garfield qui, par son bureau d'informations, connaissait parfaitement l'état respectif des deux armées, affirmait, lui, que l'heure était venue d'entreprendre un mouvement décisif. Finalement Rosecrans soumit la question à dix-sept de ses principaux officiers, commandants de corps, généraux de de divison ou de cavalerie, la plupart militaires de profession et hommes de grande valeur. Chacun eut ordre d'exposer par écrit son opinion sur la marche à suivre et les raisons dont il l'appuyait. Tous se rangèrent à l'avis de leur chef : l'ennemi était supérieur en nombre, il occupait une position très forte. Dans ces conditions, une attaque serait, en tout état de cause, hasardée ; en cas de défaite, on n'aurait abouti qu'à un désastre. Garfield reprit les

dix-sept mémoires, les analysa et répondit à tout par des raisonnements irréfutables. Il démontrait en substance que Rosecrans pouvait opposer 65,137 fusils et sabres aux 41,680 de l'ennemi.

Voici quelle était sa conclusion : « A mon sens, vous avez prudemment agi en différant le mouvement général jusqu'à ce que votre armée fût au complet et votre cavalerie montée. En ce moment tous les corps peuvent être concentrés en vingt-quatre heures, et si vos cavaliers sont moins nombreux, ils l'emportent de beaucoup au point de vue de l'agilité. Je crois donc avantageux de marcher en avant avec toutes nos forces disponibles : cette résolution nous conduira, Dieu aidant, à un plein succès. »

Un historien d'une grande impartialité, M. Whitelaw Reid, a vu dans le rapport de Garfield, le mémoire le mieux conçu qu'un chef d'état-major ait soumis à son

supérieur dans tout le cours de cette guerre. « Sa logique était, d'un bout à l'autre, irrésistible, et, lorsqu'il en eut ouï la lecture, le conseil de guerre décida que l'armée devait avancer. Néanmoins, quelques-uns des plus habiles officiers se méfiaient encore. Un d'eux, le général Crittenden, qui commandait un corps d'armée, se rendit à cheval dans la matinée même du jour fixé pour le départ, à la tente du général Garfield. « Monsieur, dit-il, il est bien entendu, et tous les officiers généraux pensent là-dessus comme moi, que ce mouvement est votre œuvre. Mon désir serait de vous faire comprendre que l'armée s'engage dans une voie hardie, fatale peut-être, et que c'est à vous qu'on demandera plus tard compte des événements. »

Alors s'ouvrit la campagne de Tullahoma dont M. Whitelaw Reid, dans son admirable histoire, fait ce magnifique éloge que la

conception première en fut parfaite, l'exécution excellente ; que si elle n'obtint pas de résultat décisif par la complète destruction de l'armée ennemie, on ne doit l'attribuer qu'aux lenteurs qui trop longtemps en retardèrent l'ouverture. De si beaux succès donnèrent au général Garfield un grand prestige aux yeux de toute l'armée ; plus que jamais il devint l'officier indispensable et le conseiller de son chef. Il était sans doute bien dur pour les majors généraux élevés à l'école militaire de West-Point et qui avaient fait de la stratégie l'étude unique de leur vie, il leur était dur d'être forcés de reconnaître dans le brigadier jurisconsulte de Hiram des vues plus larges, une entente plus profonde des grandes manœuvres ; mais l'issue heureuse de la campagne fit taire toutes les jalousies et nul ne contesta plus à Garfield une considération justement acquise.

Vient ensuite la marche sur Chattanooga, centre important de chemins de fer sur la rivière de Tennessee, à 100 milles de Tullahoma, dans la direction de l'est. Chattanooga était, en effet, la clef de toute la partie centrale de la confédération. Bragg, après sa défaite en juin, s'y était retiré ; il y avait concentré tous les renforts qu'on avait pu réunir, et dans cette excellente position se préparait à faire une résistance desespérée. Chattanooga est situé au sud de la rivière de Tennessee ; Rosecrans, par une marche hardie, passe la rivière et tourne la ville en faisant un long détour, dans l'espérance de couper les communications de Bragg et sa ligne de retraite, pour écraser ensuite son armée quand elle aura le Tennessee à dos. Le général confédéré ne veut pas courir le risque d'être pris au piège; il abandonne Chattanooga, et va se retrancher à 12 milles plus loin au midi,

afin de s'assurer une retraite en cas de revers. Par malheur, un des chefs de corps de Rosecrans s'égare, la colonne qu'il conduit doit revenir sur ses pas; les troupes de l'Union perdent ainsi deux jours entiers et l'occasion favorable s'est évanouie. Au lieu de surprendre l'armée de Bragg à Chattanooga, Rosecrans la rencontre dans la vallée de Chickamauga Creek, lieu âpre et parsemé d'épaisses forêts au milieu desquelles, le 19 septembre 1863, se livre une autre de ces batailles meurtrières qui font les veuves et les orphelins par milliers.

Inutile de songer ici aux manœuvres savantes. Les deux armées resserrées dans l'épaisseur des bois, face à face et très rapprochées, se battirent avec une opiniâtreté indomptable. La victoire commençait à pencher du côté de l'Union, lorsque la plus funeste des méprises faillit amener un dénouement fatal. Le chef d'état-major, ainsi

que le lui commandaient ses fonctions, avait jeté sur le papier chacun des ordres qui devraient être portés aux différents corps; de ces ordres un seul restait à écrire. Pendant une absence momentanée de Garfield, celui qui manquait fut rédigé à la hâte par un autre officier en termes très obscurs. C'est ce dernier commandement qui, mal compris par l'officier général chargé de l'exécuter, causa un désastre aussi grave que subit.

L'aile droite de l'armée de Rosecrans placée sous les ordres du général Mc Cook, se composait de deux divisions; celle de gauche était commandée par le général Wood auquel fut remise la malencontreuse dépêche. Il crut qu'elle lui ordonnait de retirer ses troupes de la ligne de bataille et de les placer derrière la division qui se trouvait à sa gauche. Wood comprenait que le résultat de cette manœuvre serait fatal, mais il ne

pouvait désobéir à un ordre qu'il regardait comme dicté par son supérienr. Le général Longstreet (actuellement ministre des États-Unis à Constantinople), commandait la ligne opposée des confédérés. L'erreur à peine commise, il jeta ses redoutables bataillons dans la brèche que venait d'ouvrir la retraite de Wood. En vingt minutes l'aile droite tout entière fut rompue et les bois se remplirent de fuyards qui cherchaient un abri dans la ville de Chattanooga. Le général Rosecrans et son état-major général, voyant fuir en désordre les débris épars du corps de Me Cook, crurent la bataille définitivement perdue et s'élancèrent au galop vers Chattanooga, où ils espéraient rallier les colonnes dispersées et préparer une vigoureuse défense. Ils avaient parcouru 3 milles; tout à coup le chef d'état-major accourt à fond de train et proteste à son général que la bataille n'est nullement perdue. En effet le

bruit d'un combat acharné se faisait entendre du côté où l'armée du Cumberland, commandée par le général Georges H. Thomas, tenait le centre et la gauche de la ligne fédérale contre les forces entières de Bragg, qui, maintenant, se croyaient sûres de vaincre. Garfield supplia Rosecrans de l'autoriser à se remettre aux côtés du général Thomas pour partager avec lui la lutte jusqu'à la dernière extrémité. Abandonner le champ de bataille, où un corps peu nombreux résistait encore à une armée, cette idée seule révoltait son cœur.

Il revient donc, accompagné seulement d'un capitaine et de deux ou trois sous-officiers, franchissant à toute bride les fourrés, les collines, les ravins. Cette poignée d'hommes, rencontre fréquemment les tirailleurs ennemis. Garfield voit tomber son plus proche voisin ; il a même son cheval atteint d'une balle ; rien ne ralentit sa marche.

Enfin il rejoint la petite armée de l'héroïque général Thomas déjà presque enveloppée, mais ne cédant pas un pouce de terrain.

Garfield, un peu avant d'opérer sa jonction, avait aperçu les colonnes de Longstreet exécuter un mouvement tournant afin de pénétrer entre les troupes de l'Union et une haute éminence qui les dominait par derrière. La situation devenait périlleuse; mais, averti et conseillé par Garfield, Thomas, retira sa droite, fit un changement de front, et lança contre l'avant-garde de Longstreet une nouvelle brigade commandée par le général Steedman, qui venait, lui aussi, d'arriver sur le champ de bataille : il eut ainsi le bonheur d'échapper au danger suprême. Cinq minutes plus tard, l'aile droite du général Thomas, prise à la fois en flanc et en queue, était inévitablement écrasée. A l'endroit où la brigade de Steedman se

heurta aux colonnes en marche de Longstreet, le terrain disparaissait sous des monceaux de morts et de blessés ; mais tant de sacrifices ne restèrent pas stériles: l'armée du Cumberland était sauvée. Enfin la terrible journée se termina; comme le soleil se cachait sous l'horizon, les confédérés, déconcertés, repoussés, se retirèrent du combat. Garfield à pied, tout enveloppé de fumée, dirigeait encore le tir d'une batterie de campagne, qui, dans le temps que les bataillons rebelles s'enfonçaient dans la vallée, éclaira l'obscurité des dernières lueurs qu'aient vues briller les champs ensanglantés de Chickamauga. Malgré l'échec essuyé par l'aile droite pendant la matinée, en définitive la bataille était restée indécise et Rosecrans retranché à Chattanooga était en sûreté contre tout nouvel assaut.

Les honneurs de cette mémorable journée se partagaient à peu près également

entre le général Thomas et le chef d'état-major; ce brillant fait d'armes allait clore cependant la carrière militaire du général Garfield. Quelques jours après le combat, il fut envoyé par Rosecrans à Washington afin d'exposer dans les moindres détails au Président et au ministre de la guerre la situation et les besoins de l'armée retirée à Chattanooga. En arrivant à la capitale, il apprit qu'il venait d'être promu au rang de major général pour ses brillants et signalés services dans la bataille de Chickamauga. Sa nomination portait la date du 19 septembre. Garfield fit au président et au secrétaire Stanton un rapport verbal sur les opérations accomplies dans le Tennessee durant les neuf mois précédents. Ses paroles produisirent sur le président Lincoln une si heureuse impression, que ce dernier lui conseilla fortement de prendre une détermination peu conforme à ses désirs peut-

être, mais que semblait lui imposer, comme un devoir, l'un des événements les plus importants de sa vie.

Au mois d'octobre de l'année précédente, les républicains du 19e district parlementaire de l'Ohio avaient nommé le général Garfield membre du 38e congrès qui se réunirait en décembre 1863 ; quatorze mois devaient donc s'écouler entre son élection et le jour où il prendrait possession de son siège au Congrès. Garfield avait accepté ce mandat, persuadé qu'avant la prochaine réunion de la législature nationale, la guerre serait terminée. Mais elle durait encore et la situation de l'élu, aux approches de décembre, devenait des plus embarrassantes. A ne consulter que ses instincts, il eût préféré décliner un honneur tout politique et rester sous les drapeaux. S'il avait eu peu d'occasions de déployer la bravoure du soldat, du moins en avait-il merveilleuse-

ment profité. Parmi les majors généraux, il était un des plus jeunes. Son grade, il l'avait conquis bravement sous le feu de la mitraille ; le peuple célébrait sa belle conduite à Chickamauga, et il n'avait plus, ce semble, qu'à présenter son front aux lauriers qui sont la glorieuse récompense des défenseurs de la patrie. En outre son régiment décimé dans les batailles, ses drapeaux criblés par les balles, étaient encore en ligne : dans ces conditions, déserter le champ d'honneur, se retirer quand ses compagnons d'armes continuaient la lutte, lui paraissait une faiblesse indigne de lui.

Le général Thomas lui offrit le commandement d'un corps de l'armée du Cumberland ; mais, d'autre part, le président Lincoln le pressait avec les plus vives instances de résigner sa commission et de prendre place au Congrès. Ce n'étaient pas les généraux vaillants et capables qui manquaient

à l'heure actuelle, ainsi que le Président ne cessait de le répéter : on avait besoin par dessus tout d'hommes qui, dans le Congrès, comprissent les demandes du soldat et les nécessités de la guerre ; d'hommes dont l'intelligence fût assez haute pour traiter les grandes questions alors pendantes. Depuis deux ans déjà, les victoires s'ajoutaient aux victoires. Vicksburgh, Gettysburgh, Stone River et d'autres grandes batailles avaient été gagnées ; mais l'armée des Sudistes tenait toujours la campagne ; il fallait que la Confédération fût enfin brisée. Le triomphe appartiendrait à qui saurait se créer des ressources. Nul doute que les confédérés ne luttassent jusqu'aux tortures de l'agonie ; le problème se réduisait donc à un seul point : le Congrès, le trésor, le département de la guerre, parviendraient-ils à obtenir la supériorité, soit par le nombre des troupes, soit par l'abondance des

moyens d'action? Leur serait-il donné de jeter ce poids dans la balance des destinées de l'Amérique? La première ardeur qui avait poussé tant de généreux volontaires dans les rangs de l'armée, s'était quelque peu attiédie sitôt que fut publiée la longue liste des morts et des blessés; il devenait évident que le Congrès de 1863-64 aurait à résoudre le difficile problème de la conscription. La marche des troupes en campagne avait plus d'une fois été gênée par l'inexpérience de la direction ministérielle, par les fautes mêmes commises à Washington. Aussi les frères d'armes du général Garfield, ceux surtout qui lui étaient les plus attachés, unirent-ils leurs instances à celles du Président pour obtenir de lui qu'il renonçât au service et qu'il représentât l'armée au Congrès. Garfield crut devoir céder à ces nombreuses sollicitations. Il résigna sa commission et prit place dans le

Congrès le 5 décembre 1863. Depuis, il a toujours occupé son siège de représentant jusqu'à ce que son élection comme Président l'ait appelé à de plus hautes fonctions.

Suivons-le maintenant sur la scène où se sont accomplies les plus grandes œuvres de sa vie, œuvres pour lesquelles son expérience antérieure d'étudiant, de professeur, de sénateur d'État, de soldat, lui ont servi pour ainsi dire d'études préparatoires.

IV

GÉNÉRAL GARFIELD AU CONGRÈS

« Désirez-vous savoir pourquoi le papier-monnaie ayant cours forcé est la ruine des intérêts économiques d'un pays, de tous les pays, et pourquoi il l'a toujours été?

« Voulez-vous apprendre comment les affaires peuvent se développer sagement, le commerce avec l'étranger s'établir et prospérer au moyen d'un système monétaire fixe et d'une valeur invariable? Vous

trouverez sur un sujet si important les informations les plus sûres dans les discours de M. James A. Garfield. Vous y trouverez des opinions, non pas improvisées en vue de tirer profit d'une occasion ou de favoriser l'élection d'un candidat, mais longuement mûries à l'aide de recherches consciencieuses, de larges investigations et défendues avec toute la puissance d'une haute raison, avant d'avoir éclairé les intelligences et d'être devenues généralement populaires.

« Dans M. Garfield lui-même vous trouverez un économiste politique, un homme d'État, le chef d'un grand mouvement, fort de principes si profondément ancrés dans son esprit comme dans sa conscience, qu'il les maintiendrait seul alors même qu'il n'aurait plus l'avantage de s'appuyer sur un parti puissant.

« Carl SCHURZ ».

L'État de l'Ohio est divisé en vingt districts parlementaires qui sont désignés par des numéros consécutifs. Le dix-neuvième district que le général Garfield a représenté depuis 1863, est formé de quatre comtés, situés dans la partie nord-est de cet État. Il appartient à cette région qui borde au sud le lac Érié et qu'on nomma le *Western Reserve* parce qu'il fut très anciennement cédé à la Compagnie du Connecticut et peuplé par l'élite des colons de la Nouvelle-Angleterre. Les conditions d'établissement assuraient des avantages spéciaux aux officiers et aux soldats qui avaient servi avec honneur pour la défense du pays dans la guerre de la Révolution. De plus le *Western Reserve* reçut au commencement de ce siècle la fleur de la population si énergique, si loyale, si religieuse des États de la Nouvelle-Angleterre. Les descendants des premiers colons ont si bien

retenu les qualités caractéristiques de leurs ancêtres, que le *Western Reserve* ressemble aujourd'hui au Massachusetts ou au Connecticut plus que toute autre contrée de l'Hudson River occidental. Le peuple pieux, intelligent, plein d'ardeur, s'applique avec un zèle tout particulier à bien choisir ses représentants; il suit d'un œil attentif leur conduite, et toutefois, en cas d'opposition dans les sentiments, il agit envers eux avec impartialité et justice, pourvu qu'eux-mêmes se montrent toujours dignes de sa confiance.

Depuis l'époque où l'Ohio entra dans l'Union, le dix-neuvième district n'avait pas compté plus de quatre représentants; parmi eux figura durant près d'un quart de siècle, Joshua R. Giddings, un des hommes politiques les plus illustres de l'Amérique du Nord, et l'un des premiers qui se prononcèrent pour l'abolition de l'esclavage.

Quand donc les suffrages populaires déposaient aux mains du jeune major général l'héritage de Giddings, ils lui déféraient sans nul doute un honneur extraordinaire. Comment le général Garfield répondit à l'estime de ses concitoyens, ceux-là seuls peuvent le comprendre qui sont initiés aux discussions du Congrès dans le cours des dix-huit dernières années. Les bornes étroites de cette esquisse nous permettent à peine de dessiner en quelques traits malheureusement bien vagues les remarquables travaux de Garfield pendant la période qui s'ouvre devant nous.

On ferait un gros volume des discours prononcés par lui au milieu de ces débats importants. La *New-York Nation* en a donné un compte rendu très élogieux qu'il est permis de comparer à tout ce que la critique contemporaine des deux mondes a écrit de plus juste et de plus impartial.

« Pour peu qu'on soit au courant de la politique, on connaît ce qu'a pensé Garfield au sujet de toutes les questions qui ont préoccupé le public à partir de 1868. Il serait impossible de citer une matière, de quelque nature qu'elle soit, sur laquelle ses opinions n'aient pas été parfaitement saines; et fût-on d'un avis contraire, encore serait-on contraint d'avouer qu'il les défendait de façon à prouver qu'elles étaient le fruit de longues et sérieuses méditations. Dans les discussions relatives à la monnaie, il ne s'est pas égaré un seul instant; et jamais il n'a déguisé des vérités qui eussent pu épargner au pays bien des calamités. Il n'a pas eu, comme tant d'autres républicains éminents, la faiblesse d'autoriser par son vote le payement des obligations en papier-monnaie. Presque seul de son parti, il s'opposa au *silver* Bill (bill d'argent); presque seul il sut se

préserver de l'espèce d'affolement qui dans l'Ouest et particulièrement dans l'Ohio s'était emparé de toutes les classes de la société. Garfield fut aussi un des premiers et des plus fervents apôtres de la réforme du service civil, précisément d'après la théorie que les républicains indépendants cherchent depuis peu à faire prévaloir. L'attitude qu'il prit dès le principe vis-à-vis du Sud, lui valut quelque temps, il est vrai, es haines d'une faction qui ne songeait qu'à s'enrichir en soufflant le feu des discordes intestines ; il fut traité de blasphémateur et d'hérétique ; mais ce titre même d'émancipateur lui assigna, dans la grande République américaine, une place distinguée parmi les hommes d'État de l'ordre le plus élevé ».

Ce n'est pas seulement par ses discours que le major général mérita l'estime du Congrès, c'est aussi par ses travaux au

8.

sein des comités. A son entrée dans les Chambres, on l'attacha naturellement au comité des affaires militaires qui se trouvait aux prises avec tous les problèmes d'une guerre formidable, dans un moment où une erreur grave de sa part eût suffi pour compromettre la cause de l'Union. Garfield arrivait directement de l'armée, il en connaissait à fond tous les besoins : dès le premier jour on lui confia la direction du comité.

De la présidence du comité militaire il passa en 1869 à celle du comité des banques et monnaies, chargé alors de la pénible mission de restaurer les finances nationales fortement ébranlées dans la transition de l'état de guerre à l'état de paix. En même temps il tenait une place considérable dans le comité du neuvième recensement auquel les États-Unis doivent le dénombrement des hommes et des choses

le plus clair, le mieux rédigé qui eût encore paru dans le nouveau monde.

En 1872, le général Garfield montait à la présidence du comité des *appropriations*, lequel est, à beaucoup d'égards, de tous les comités de la Chambre, le principal et le plus influent. Il a pour fin la surveillance et le contrôle de toutes les dépenses du gouvernement soumises à l'approbation du Congrès, quel qu'en soit d'ailleurs le but. Des bills séparés pour le budget de l'armée, de la marine, du service postal, des ports et des rivières, du personnel diplomatique et consulaire, en tout onze chapitres distincts, dont chaque article porte l'évaluation approximative des dépenses, doivent être préparés par le comité des *appropriations* à chaque session annuelle du Congrès. Le pays tout entier retentissait alors de vives réclamations à l'effet d'obtenir une économie plus sévère dans les dépenses

publiques et une sérieuse diminution dans les taxes; en sorte que les labeurs du général Garfield, durant les quatre années qu'il présida le comité des appropriations, furent littéralement énormes. Ce travail toutefois fut si habilement conduit et par lui et par ses prédécesseurs immédiats, que les dépenses du gouvernement, qui s'étaient élevées en 1865 à 1,297,555,224 dollars, descendirent en 1875 à 287,133,874 dollars, chiffre qu'alors on regarda comme la limite extrême des réductions que pût s'imposer une sage économie. Pendant les années 1874-75, les États-Unis furent cruellement éprouvés par la grande baisse et les désastres financiers qui avaient suivi l'effondrement et la panique de 1873. Sans doute le papier-monnaie mis en circulation au temps de la guerre, afin de soulager le Trésor, avait rempli le but qu'on s'était proposé en le créant; mais, inévitablement,

il avait inauguré le règne des valeurs exagérées ou même fictives. Au mépris des solennels, des pathétiques avertissements du général Garfield et de quelques-uns de ses collègues mieux avisés, le Congrès avait négligé, lors du rétablissement de la paix, d'arrêter le cours d'une monnaie trompeuse, et de fixer pour base des transactions la réalité des valeurs. Ce fut le 16 mars 1866, moins d'un an après la soumission des armées confédérées, que Garfield énonça pour la première fois ses idées au sujet du cours forcé, dans un discours qui pénétrait jusqu'aux principes fondamentaux d'une administration financière honnête et prudente. Le bill de considération proposait de conférer au secrétaire du Trésor les mêmes pouvoirs pour l'amortissement de la dette dont le secrétaire Sherman a usé tout récemment avec tant de succès ; son adoption eût amené le retour

graduel et cependant hâtif des payements en espèces.

Le discours dans lequel Garfield développait son système financier est un chef-d'œuvre, et les paroles qui le terminent renfermaient des avis prophétiques :

« Il appartient à la Chambre de décider quelle voie elle veut prendre. Choisir la première, c'est vous lancer dans un océan de papier-monnaie qui ne subira pas de diminution avant que vous-mêmes ayez résolu courageusement, comme je vous le propose, de revenir aux valeurs solides. Si cette mesure est retardée, il en coûtera cher au pays. Adoptez-la de suite; après une légère souffrance dans les affaires, après une difficulté momentanée dans les payements, le danger aura passé et nous poserons le pied sur un terrain consistant. Il faudra, un peu plus tôt ou un plus tard, enarriver là. Mais si vous persistez à sui-

vre la même route, une crise financière vous attend, plus terrible que celle de 1837. Quant à moi, je ne veux pas que mon nom soit attaché au sort du papier-monnaie. Ma conviction est que tout parti qui se confie au papier-monnaie, périra dans une catastrophe générale, couvert des malédictions d'un peuple appauvri et ruiné.

« Je me souviens que sur le monument de la reine Élisabeth où sont consignées ses gloires et ses grandes actions, parmi tous ses titres à l'immortalité, on rappelle, comme un des plus beaux, qu'elle rendit dans son royaume à l'argent sa juste valeur. Quand cette Chambre aura porté son décret, quand elle aura prononcé le maintien des papiers en circulation, méritera-t-elle aussi qu'on dresse un monument à sa gloire? »

Le Congrès manqua de courage ce jour-là ; il ferma l'oreille à la voix de la sagesse.

C'est que, dans les États du Nord, aux premières joies du triomphe se mêlait la fièvre de l'agiotage. Partout les affaires prospéraient; en un clin d'œil s'élevaient des fortunes qui n'avaient pour base qu'un papier déprécié. L'orgie des spéculations parvint à son apogée en 1872, et dans le mois de septembre de l'année suivante l'écroulement avait lieu soudain. Lorsque, en 1874, le Congrès se fut organisé, le comité du budget rappela ouvertement la Chambre à une direction plus sensée des intérêts du pays.

On réduisit les dépenses au chiffre le plus bas; mais le désarroi n'en régnait pas moins dans les affaires; toutes les valeurs étaient discréditées : le problème de l'heure présente, c'était d'abaisser les impôts strictement nécessaires au niveau de la détresse industrielle ou commerciale et de la pénurie universelle. L'opinion publique se tourna

instinctivement vers Garfield et il fut nommé président du comité du budget. Ici encore il faudrait un ouvrage entier pour rendre compte des services qu'il rendit dans ses nouvelles fonctions, et le lecteur concevrait en le parcourant que toute la Convention de Chicago, dans la grande crise qu'elle eut à subir en juin dernier, se soit de nouveau adressée à Garfield comme étant par excellence l'homme capable de faire succéder à une situation douloureuse les joies de la prospérité. Mais nous sortirions du cadre de cette notice si nous donnions de plus amples détails sur les actes éminents qui ont marqué le passage du major général dans les comités. Par le peu que nous avons dit, il est aisé de juger quels talents financiers il déploya pendant une période qui ne réclamait rien moins que la vaste capacité d'un homme d'État accompli. Il nous reste, avant de finir ce chapi-

tre, à choisir dans la masse de ses discours quelques extraits qui mettent en pleine lumière ses jugements et ses vues sur plusieurs des grandes questions politiques et gouvernementales.

LES FINANCES

En matière de finances, durant les péripéties de la longue lutte qui se termina en 1879 par la reprise des payements en espèces, Garfield demeura ferme sur les principes émis avec tant de vigueur et de netteté dans son discours du 16 mars 1866, et dont nous avons cité plus haut un fragment. Il avait, pendant nombre d'années, étudié le mécanisme des finances européen-

nes ; tous les mémoires écrits sur la législation commerciale de la France et de l'Angleterre pendant les deux derniers siècles, il les avait compulsés, au point d'avoir sous la main tous les faits de quelque importance qui s'y rapportaient. En mai 1868, quand le pays fut précipité dans un chaos inextricable de systèmes financiers ; quand les hommes en renom, s'appuyant sur des raisonnements captieux, demandèrent qu'on créât des assignats portant l'estampille du gouvernement et qu'il fùt permis de substituer ces fausses valeurs à l'or que la nation s'était solennellement engagée à livrer, Garfield se leva presque seul et combattit ces paradoxes par un discours au bas duquel tout homme d'État serait assurément flatté de pouvoir écrire son nom. L'orateur avait divisé sa thèse en vingt-trois articles distincts, mais logiquement enchaînés les uns

aux autres : les développements donnés de vive voix remplirent une journée entière.

Après avoir reconnu sans détour tout ce que la situation présente a de décourageant, après avoir confessé que les États-Unis ont, pour sortir de ces effroyables difficultés, moins d'expérience que toute autre nation civilisée, il s'écrie : « Quel prix ont jusqu'ici attendu le bûcheron armé de sa hache, le moissonneur qui fauche les épis, le forgeron qui bat l'enclume de son marteau? c'est le dollar. Avec le dollar vous avez jusqu'ici acheté le bois qui réchauffe vos membres, le drap qui habille vos enfants, la nourriture qui apaise la faim. Le dollar a été la condition essentielle de tout contrat, de toute vente, de tout payement fait soit au trésor national, soit à l'humble marchande qui vend dans la rue. Maintenant où en sommes-nous? Depuis le 25 février 1862, il n'y a pas un jour où un homme quelconque

ait pu dire avec certitude quel serait, le mois, le jour suivant, la valeur de notre monnaie légale. A dater de ce moment, nous avons offert à la place du dollar, quoi ? la promesse imprimée du gouvernement de payer un dollar ! Et cette promesse, nous ne l'avons pas maintenue; nous avons suspendu tout payement réel ; nons avons, en vertu d'une loi, forcé le citoyen à recevoir au lieu d'argent, un papier déshonoré !

Et l'orateur conclut ainsi :

« Pour ce qui me concerne, ma conviction est inébranlable. En présence des faits qui s'accomplissent sous mes yeux, des terribles épreuves souffertes ici et à l'étranger, des témoignages de tant d'hommes d'État du dernier siècle profondément versés dans ces matières, je regarde comme une vérité démontrée que toute augmentation de papier-monnaie ayant cours forcé, aura

pour conséquence d'anéantir le crédit public, de paralyser l'industrie privée et de ruiner la classe indigente ; tandis que le rétablissement graduel de notre monnaie d'or nous conduira infailliblement à la grande prospérité nationale qui doit être le fruit naturel de la paix. »

Le projet combattu par Garfield ne fut pas adopté ; mais, au mois de juillet suivant, il reparut sous la forme d'un bill autorisant la taxe des redevances. Garfield parut aussitôt sur la brèche et fit entendre une prompte et vigoureuse protestation : « J'affirme, dit-il, qu'à mon avis, tous ces efforts pour faire adopter, relativement à la dette nationale, des conclusions étranges ou même déshonorantes, naissent d'une méfiance injurieuse de l'intelligence et de la probité du peuple américain. A peine une heure se passe-t-elle sans qu'on entende répéter à voix basse que si tel ou tel projet sont écar-

tés, le peuple se déclarera insolvable. Je ne saurais, pour moi, partager cette méfiance. Les citoyens des États-Unis ont prouvé de la manière la plus éclatante que le sentier du devoir et de l'honneur n'a pas d'aspérités si rudes qu'ils ne soient prêts à affronter. Sans aucun doute ils sentent le poids de la dette publique ; mais ils se rappellent qu'elle est le prix du sang, des flots du sang d'un demi-million d'hommes morts pour nous assurer tout ce qui rend désirables la vie et la fortune. J'en suis certain, toutes choses bien examinées, ils repousseront l'art indigne de payer ses dettes en appelant à son aide les tours de passe-passe et tous les escamotages que peut imaginer une habileté perverse.

« La morale publique ne protesterait pas contre de tels actes que l'intérêt général et privé refuserait de s'y associer. Persistons dans cette confiance quelques années encore

et la génération prochaine tiendra ici notre place avec soixante-quinze millions de population et soixante-deux milliards de fortune. Pour eux ce qui restera de la dette à solder ne sera plus qu'un fardeau léger. Ils acquitteront la dernière obligation conformément à la lettre et à l'esprit du contrat, avec le même sentiment de reconnaissance dont ils seront animés en payant les pensions des rares survivants parmi les soldats qui soutinrent la grande guerre de l'Union. »

Le secrétaire du Trésor de cette époque, dans la crainte que les énormités prononcées à la tribune ne compromissent gravement au dehors le crédit national, fit imprimer les deux discours du général Garfield dans une brochure qu'il envoya en Europe aux hommes d'État et aux financiers les plus connus. Il en tomba par hasard un exemplaire entre les mains de M. John Bright,

qui le montra à M. Gladstone. Sur leur proposition, Garfield fut élu membre honoraire du Cobden Club. Cette distinction dans les circonstances que nous venons d'exposer, n'avait rien que de fort honorable; mais les motifs n'en furent pas compris et les ennemis politiques du général s'en firent une arme contre lui. A les en croire, Garfield, en devenant membre honoraire du Cobden Club, aurait fait acte d'adhésion aux doctrines du libre échange dont ce Club célèbre était l'ardent propagateur.

Ces courtes citations des discours que Garfield fit entendre dans un moment où il avait pour adversaires le Congrès et l'immense majorité du peuple, surtout dans les États-Unis de l'Ouest, montre assez combien solides étaient ses principes financiers, et de quelle trempe était ce mâle courage, qui, seul contre tous, défendait intrépide-

ment la cause du bon sens et l'intérêt de la patrie.

LIBRE ÉCHANGE ET PROTECTION

Ses jugements sur la question des tarifs présentent la même vigueur, la même netteté. Déjà au collège Williams il se distinguait en économie politique parmi les meilleurs élèves du professeur Perry, un des apôtres de la liberté du commerce les plus habiles qu'ait eus l'Amérique. On avait pour livre classique, *l'Économie politique de Wayland*. Mais le jeune Garfield n'était pas d'un caractère à suivre aveuglément tout professeur et tout livre classique; il consulta toutes les autorités collatérales que la bibliothèque du collège lui permit

d'interroger, et se forma une opinion personnelle. Au bout de l'année, son professeur lui demanda ce qu'il pensait du système protectionniste. La réponse du jeune homme fut si fortement raisonnée, si pleine de cohésion dans toutes ses parties, que l'examinateur en prit note dans son *memorandum.* « Comme théorie abstraite », disait Garfield, la doctrine du libre échange paraît en principe d'une vérité universelle; mais, comme question pratique dans un pays tel que le nôtre, un système de protection paraît indispensable. »

Le général Garfield ne put suivre invariablement la ligne de ses convictions quant aux tarifs commerciaux sans avoir à essuyer d'amères critiques. Les électeurs de l'Ohio avaient en grande partie leurs intérêts engagés dans les mines et dans la fabrication du fer; il était naturel qu'ils se plaignissent de l'élévation des taxes. Par con-

tre, le parti républicain réclamait des droits protecteurs, et plusieurs fois en deux ans, depuis l'entrée du major général au Congrès, un nouveau tarif-bill fut proposé et discuté. Garfield joua constamment un rôle important dans ces discussions, toujours avec la fixité de principes, avec la logique claire et nerveuse qui le caractérisaient. Voici la profession de foi qu'il fit sur ce point en 1866 :

« Nous voyons une école extrème d'économistes laisser les producteurs étrangers libres de fixer le prix de tous les objets manufacturés, et par là rendre à nos ouvriers toute concurrence impossible.

« Une autre école non moins extrême ferme aux producteurs étrangers l'accès de nos marchés, rendant à son tour impossible l'abaissement des prix fixés par nos fabricants. Je me tiens à égale distance de ces deux exagérations. Je regarde la libre

concurrence entre les produits indigènes et ceux de l'étranger, comme la meilleure voie pour arriver au règlement du commerce international.

« Les droits devraient être assez élevés pour que nos fabricants puissent lutter aisément contre les marchandises du dehors, mais non excessifs au point d'exclure les articles étrangers, de créer en notre faveur un monopole, et d'établir des prix arbitraires. Telle est ma doctrine sur les droits protecteurs. Que le Congrès suive avec fermeté ce programme, nous nous acheminerons d'année en année vers le libre échange parce que nous saurons nous rendre de plus en plus capables de combattre les autres nations à armes égales. *Je suis pour une protection qui mène à l'établissement de la liberté commerciale ; je suis pour une liberté commerciale préparée graduellement par une protection modérée.* »

Le même sujet reparaissait pendant la session de 1878 dans un débat où Garfield, revenant à l'argument qu'il avait déjà proposé en 1866, disait :

« Les hommes qui créèrent cette Constitution, la mirent aussi en œuvre et développèrent son idée génératrice. Cette idée différait essentiellement de toutes celles qui, dans ce temps-là, prévalaient dans le reste du monde. Ils placèrent dans le bien général de la nation le fondement, la source principale de la défense commune. Chez les peuples de l'antiquité, on organisait la défense publique au moyen des armées régulières, des flottes, des villes fortifiées ; l'État se trouvait ainsi protégé contre les agressions du dehors et les troubles de l'intérieur.

« Nos aïeux se dirent au contraire : Nous consacrerons sans doute des fonds à tenir sur pied ce qu'il nous faut de soldats

et de vaisseaux pour que la science de la guerre se conserve toujours parmi nous. Mais notre espoir principal pour la défense du pays sera dans l'intelligence, dans la civilisation et le patriotisme des citoyens. Le développement des ressources intellectuelles et matérielles nous fournira les moyens d'équiper, d'habiller, de nourrir des armées en cas de guerre, de vivre considérés, heureux et prospères en temps de paix.

« Dans cette discussion des tarifs, on s'est trop laissé guider par des vues étroites et des intérêts locaux. Certes, quand nous avouons que le nerf de notre puissance est dans nos grandes industries, quand nous reconnaissons ce fait que le bien-être du pays dépend des ouvriers et de l'abondance de leurs produits, il suit de là qu'il n'est pas dans la plus humble chaumière, qu'il n'est pas à l'extrémité même de nos fron-

tières, un habitant dont les plus chers intérêts ne se lient intimement aux lois qui amèneront le progrès de nos plus importantes industries nationales. Les métiers qui mettent notre nation à même d'avancer dans les voies de la civilisation sont un bienfait pour tous, et les bons patriotes s'empresseront d'accepter leur part des impôts nécessaires à la grandeur de la patrie et à leur propre conservation. Je me prononce donc pour un tarif d'une utilité générale, qui protège et soutienne des intérêts sans lesquels la nation ne pourrait ni s'agrandir ni même se maintenir à son niveau actuel ».

Revenant ensuite à ce principe fondamental, que sous un gouvernement républicain, c'est du développement de la nation que dépendent l'indépendance et la sûreté nationale, il conclut en ces termes :

« L'habileté de nos ouvriers à fabriquer

tous les articles nécessaires pour armer nos troupes, pour les équiper et les vêtir, est, à mes yeux, d'une telle importance, que, si nous n'étions pas en état de le faire, je voterais des fonds sur le Trésor fédéral, afin que la fabrication du fer et de l'acier, le tissage du coton et de la laine, continuent coûte que coûte aux États-Unis. Si nous venions à négliger ces grands intérêts au point de nous mettre sous la dépendance des autres peuples, à quelle condition déplorable nous verrions-nous réduits, dans le cas où il nous faudrait faire la guerre à ces mêmes nations de qui nous dépendrions pour nos diverses fournitures !

« Bien plus sage est le système adopté par nos ancêtres. Il favorise l'industrie de la nation, et par là lui donne les moyens de pourvoir à son armement; il accroît en elle l'intelligence et l'activité ; il nous rend

tous aptes à remplir nos devoirs de citoyens dans la guerre comme dans la paix. C'est ainsi que le système économique, d'où sortent les richesses du pays, contribue en même temps à préparer la défense commune. »

SUR LA MONNAIE D'ARGENT

Il y avait une autre espèce de folie financière contre laquelle Garfield lutta énergiquement bien que sans succès. Pendant la session du quarante-cinquième Congrès, de décembre 1877 à mars 1879, une agitation se fit pour la refonte de la monnaie d'argent. La Chambre des députés était dominée par une majorité du parti démocratique

en révolte ouverte contre la loi qui fixait la reprise des payements en espèces au 1[er] janvier 1879. On fit passer un bill annulant la loi de *resumption;* mais le président Hayes mit opposition à ce vote et le parti contraire à la reprise ne put réunir dans les diverses fractions de la Chambre les deux tiers de suffrages nécessaires pour que le bill fût valable malgré le *veto* du président. Alors les adversaires de la *resumption* songèrent à créer une monnaie d'argent de mauvais aloi, où tout, poids et valeur intrinsèque, serait également défectueux. Le projet, œuvre d'une démagogie insensée qui spéculait à la fois sur l'ignorance et la duplicité populaire, avait pour promoteurs principaux une association de personnages riches et influents, propriétaires de mines très productives sur la côte du Pacifique. Ces hommes craignaient que la démonétisation de l'argent, qui, à cette époque, avait

lieu en Europe, n'amenât dans le monde entier la dépréciation de ce métal. Un M. Bland, du Missouri, présenta aux Chambres un bill à l'effet de frapper un dollar d'argent du poids de 412 grains et demi, et de remettre en circulation une monnaie d'un alliage vicieux, abolie quelques années auparavant. Le bill autorisait aussi, sous le couvert du gouvernement, l'usage illimité de ces dollars d'un prix inférieur.

Garfield combattit ces projets avec son habileté ordinaire, non qu'il fût opposé à l'usage de l'argent comme monnaie, mais parce que, d'abord, 412 grains et demi d'argent ne valaient pas le dollar et n'avaient aucune chance de le remplacer dans l'état présent des choses ; en outre il pensait que les États-Unis ne pouvaient, sans une grande imprudence, entreprendre seuls, à leurs risques et périls, de réhabili-

ter une monnaie défectueuse et de fixer arbitrairement un nouveau rapport de valeurs entre ce métal et l'or. Ses discours pendant la discussion brillèrent autant par le courage que par une science économique très remarquable; ils lui valurent néanmoins de violentes critiques de la part de plusieurs de ses collègues, qui depuis ont franchement reconnu la sagesse de ses opinions et leurs propres torts. Entre tous ces discours le plus important fut prononcé le 17 mai contre le bill de M. Bland; on peut le resserrer dans le passage suivant :

« Je ne sache pas qu'il existe, en dehors de cette assemblée, un seul défenseur tant soit peu renommé de la monnaie bimétallique, qui regarde comme prudent pour une nation d'augmenter largement la monnaie d'argent, même dans les conditions fixées par les lois existantes. La France et les États de l'Union latine qui ont patronné longtemps

le bimétallisme, le défendaient contre tout venant; il n'est rien qu'ils n'aient tenté pour le maintenir par tout l'univers; mais à partir de 1874, ils ont cessé d'agir ainsi. Les champions les plus déterminés du bimétallisme avouent qu'il serait ruineux pour leur système, pour la France et toute l'Union latine, de créer de la monnaie d'argent en plus grande quantité. Ce qui reste d'argent allemand en circulation, et qui se monte de 40 à 75 millions de dollars, est une menace permanente de l'Europe.

« Il y a un mois, le premier des journaux financiers de Londres proposait que la Banque d'Angleterre achetât la moitié du surplus allemand, et le gardât cinq ans, à la condition que le gouvernement d'Allemagne retiendrait l'autre moitié hors du marché. Le temps est venu de prendre de sages arrangements internationaux en vue de préserver l'argent d'une chute désastreuse.

« Et nous qui, pendant les deux dernières années, avons monnayé beaucoup plus de dollars d'argent que nous ne l'avions fait depuis la fondation du gouvernement, dix fois plus qu'il n'en a été frappé pendant un demi-siècle de notre vie nationale, nous sommes dans l'ignorance complète de ces faits ! Nous n'hésitons pas à braver l'opinion raisonnée, universelle, des bimétallistes eux-mêmes; et nous soutenons que les États-Unis, sans autre secours que leurs propres finances, sont capables d'entrer seuls en campagne et de trancher seuls un si gigantesque problème ! Nous tenons à vérifier l'ancien proverbe que « que les fous se précipitent où les anges ont peur d'avancer. »

Les événements qui suivirent ne justifièrent que trop ses prévisions. La Chambre vota le bill Bland et le Sénat fit de même, en y joignant toutefois un amendement qui

limitait le monnayage de l'argent à quatre millions par mois. La Chambre accepta l'amendement du Sénat. Le Président opposa son *veto;* mais le Congrès réuni, Chambre et Sénat, passa par-dessus le veto présidentiel, et le bill devint loi.

Aujourd'hui, comme résultat définitif, les caves du Trésor des États-Unis sont encombrées de dollars d'argent dont le mélange se compose de 89 centièmes d'argent sur 11 d'alliage. Le peuple ne s'en sert pas ou très peu; et les lingots d'argent nécessaires pour le monnayage de l'or doivent, d'après les lois, être consacrés à cet usage avant de servir au monnayage des pièces d'argent. Celles-ci, par conséquent, surabondent et restent sans emploi. C'est là le seul obstacle sérieux qu'ait à vaincre en ce moment la prospérité financière de l'Union américaine.

Nous devons compter aussi parmi les plus grands services du général Garfield

dans sa carrière de représentant au Congrès, sa courageuse et patriotique défense des principes constitutionnels au milieu des ardeurs et des empiétements de l'esprit de parti. Nous en trouvons un mémorable exemple durant la session spéciale de 1879. La seconde et dernière session du quarante-cinquième Congrès expirait le 4 mars de cette année. Pendant l'hiver, la majorité démocratique, prépondérante alors dans la Chambre, essaya d'introduire trois projets de loi inspirés par une politique perverse, en les rattachant aux bills du budget gouvernemental. Ces dangereuses mesures étaient :

1° L'abrogation du serment du jury ;

2° Une modification sensible de la loi qui réglait les attributions de l'armée ;

3° La révocation de certaines lois établies concernant l'élection des membres du Congrès.

La lutte n'était pas terminée quand

arriva la fin de la session et le Président fut forcé de réunir le quarante-sixième Congrès immédiatement après le 4 mars, de manière que les articles indispensables du budget pussent être votés avant le 30 juin, dernier terme de l'année fiscale. Les mêmes bills furent de nouveau présentés, et les chefs démocratiques affichèrent leur intention de contraindre le Président à souscrire aux amendements qui attribuaient aux maréchaux fédéraux des fonctions constitutionnelles, ou bien, en cas de refus, de saper le pouvoir même du gouvernement en lui retirant tout subside. Pour que la situation soit mieux comprise encore, il est bon de rappeler que jamais le Président des États-Unis ni les membres du cabinet ne peuvent, sous aucun prétexte, disposer de l'argent du Trésor sans que le Congrès les ait formellement autorisés à le faire dans un but déterminé.

Le général Garfield fut le premier à dénoncer et à dévoiler cette tentative pour dominer le pouvoir exécutif. Son discours du 29 mars fit dans le pays une impression profonde et plaça l'orateur à la tête non seulement de son propre parti, mais de tous les partis qui préféraient un gouvernement constitutionnel au triomphe d'une coterie politique. Deux passages de ce discours montreront la vigueur de ses raisonnements :

« Je n'ose me flatter de trouver en moi assez de ressources pour convaincre les membres du Congrès de l'extrême gravité de la crise que le président du comité de *tous* vient par sa déclaration de déchaîner sur le pays.

« Mon plus ardent désir est d'être reconnu mauvais prophète quant au résultat de ces manœuvres, et je voudrais de tout cœur qu'on me prouvât que je m'égare dans mes jugements.

« Par malheur, de toutes les convictions qui ont jamais pénétré dans mon esprit, aucune n'y est entrée plus profondément que celle-ci.

« La Chambre se montre aujourd'hui décidée à opérer une révolution dans le gouvernement et la Constitution des États-Unis. Que cette intention existe réellement dans la volonté de la moitié des représentants qui siègent au côté opposé de la salle, je l'ignore et j'espère qu'il n'en est pas ainsi. J'aime à croire que ce n'est là que la pensée d'un petit nombre. Mais je veux dire que si l'on s'opiniâtre à poursuivre le programme récemment adopté, ce programme n'est rien autre chose que la subversion totale de notre gouvernement.

« Le consentement libre, voilà le fondement de notre législation, voilà le granit sur lequel repose tout notre édifice social. Rien dans la république n'a force de loi

que par le consentement libre soit de la Chambre, soit du Sénat, soit du pouvoir exécutif; et si celui-ci refuse, par le consentement libre des deux tiers de ces corps.

« Qui peut le nier? quel sera l'homme assez audacieux pour s'inscrire en faux contre ce principe que le consentement fut toujours la pierre fondamentale de nos institutions? Eh bien, le programme proclamé il y a deux semaines porte que si le Sénat refuse d'accéder au vote de la Chambre, le gouvernement doit être dissous. Et la raison de ces violences a été clairement donnée en ces mots :

« S'il n'existe aucun moyen légal de con-
« traindre le Sénat, il y a un troisième pou-
« voir indépendant, le pouvoir exécutif, dont
« il faut à tout prix obtenir l'assentiment;
« faute de quoi, le gouvernement doit dis-
« paraître; » c'est-à-dire : si le Président, dans la limite de ses attributions, exerce son

plein droit constitutionnel en refusant de sanctionner la loi proposée, le Congrès s'arrogeant l'autorité souveraine, renversera le gouvernement ! Telle est la doctrine que nous avons en face de nous et que je signale comme nous apportant la révolution.

« Cette proposition, en effet, la voici en deux mots : tandis que, après quatorze ans écoulés, aucune pétition d'un seul de nos citoyens ne nous est parvenue, réclamant l'abrogation de la loi aujourd'hui attaquée ; tandis qu'on n'a pas vu paraître, que je sache, un seul mot de plainte sur cette même loi, les représentants démocrates, eux, pensent que dès là qu'ils n'ont pu contraindre l'autre Chambre et le pouvoir exécutif à admettre, les yeux fermés, une loi que les démocrates ont faite, ce refus constitue pour eux un motif plausible de détruire le gouvernement ».

DISCOURS D'OCCASION

Mais le général Garfield, pendant les années de sa maturité, ne mit pas seulement ses talents oratoires au service du Congrès, il fut en outre choisi pour porter la parole en bien d'autres occasions solennelles, et il s'en acquitta avec un talent d'orateur rare et extraordinaire, toujours à la satisfaction générale.

Sur les confins de la Virginie, aux bords du Potomac et non loin de la cité de Washington, s'élève sur les hauteurs d'Arlington Heights, une demeure splendide, habitée jadis par le général Robert Lee, commandant en chef des armées confédérées. Cette

propriété reçut pendant la guerre les corps de plusieurs milliers de soldats du Nord tués dans les combats en Virginie, ou morts soit de leurs blessures, soit de maladie dans les hôpitaux de Washington. Cette propriété privée fut ainsi peu à peu convertie en cimetière; puis, la guerre finie, le gouvernement la fit approprier, y dessina des promenades, des allées immenses, et la consacra par un décret au repos éternel des morts. L'inauguration eut lieu le 30 mai 1868, anniversaire désigné par la loi pour la célébration d'une fête funèbre où partout la reconnaissance populaire devait orner de fleurs les tombes des soldats de l'Union.

Au jour de la consécration du cimetière d'Arlington, le général Garfield parla en présence d'un vaste auditoire où l'on distinguait le Président, les Ministres, les membres du corps diplomatique et des citoyens éminents de toutes les provinces envi-

ronnantes. Il commença en ces termes :

« Si jamais un lieu dut être consacré au silence, c'est bien celui où nous sommes, c'est en face des tombeaux de 15,000 hommes dont l'existence avait un prix bien supérieur à tous les discours, et dont la mort fut une véritable épopée, bien que nul poète peut-être ne doive la célébrer. Avec la parole nous engageons notre foi, nous faisons des promesses, nous louons la vertu. Mais ces promesses trop souvent, nous ne les tenons pas ; la foi engagée peut n'être qu'un masque dont se couvre le vice. Aucune des promesses que ces morts ont pu faire, aucun des engagements qu'ils ont pris, aucune même de leurs paroles ne nous sont connues. Tout ce que nous savons d'eux, c'est qu'ils ont, par un acte suprême, accompli les vertus les plus sublimes de l'homme et du citoyen. Ils ont pour l'amour de la patrie accepté la mort. Voilà le résu-

mé de leur vie : il suffit pour immortaliser leur patriotisme et leurs vertus.

« Le plus grand des hommes encore vivants a devant lui bien des luttes; il lui faudra résister aux assauts du temps et de la fortune, il sera soumis à des tentations qui ont triomphé des plus nobles natures. Pour ceux-ci la lutte est terminée : leur victoire fut assurée dès l'heure où la mort imprima sur leur front le sceau de l'héroïsme et sanctifia une mémoire que rien désormais ne peut ternir.

« Ce que nous voyons ici nous offre un trait de ressemblance avec le spectacle singulier que Rome présente aux regards du voyageur. Près du Capitole, dominant le Tibre et regardant la cité, une éminence peu élevée, aux pentes adoucies, porte le nom de colline du Vatican. Un cirque impérial en couronnait le sommet au commencement de l'ère chrétienne. Là, pour le

divertissement des Romains, les gladiateurs mouraient et les bêtes féroces combattaient des hommes plus féroces qu'elles. Sur cette arène, un pêcheur de Galilée subit la mort en témoignage de sa foi : jamais le sacrifice d'une vie ne fut si noblement récompensé. En ce même lieu fut bâti le plus magnifique temple chrétien qu'aient élevé des mains humaines. Tous les royaumes, tous les climats contribuèrent par les plus riches offrandes à sa décoration.

« Et maintenant après dix-huit siècles, les cœurs de deux cents millions de croyants se tournent vers lui, lorsqu'ils adorent Dieu. A la descente des Apennins, le dôme de Saint-Pierre apparaît se levant sur la campagne désolée et sur la cité morte, avant qu'on ait aperçu les sept collines et les ruines des monuments antiques. Le pêcheur galiléen a survécu aux splendeurs de la ville éternelle. Une noble vie couronnée par

une fin héroïque est montée plus haut, elle a duré plus longtemps que l'orgueil, les magnificences et les gloires du plus puissant empire de l'univers. »

Garfield eut d'autres fois encore l'occasion de faire briller sa parole dans l'oraison funèbre. Quelques années après la guerre, le général Georges H. Thomas, le héros de Chickamauga et l'un des plus mâles caractères que les discordes intestines de l'Union aient mis en relief, mourut en Californie au poste où l'enchaînait le devoir. Les officiers de l'armée du Cumberland qui avaient servi sous le général Thomas, se rassemblèrent en grand nombre dans la ville de Cleveland, et c'est Garfield, son compagnon d'armes, son ami, que tous invitèrent à prononcer l'éloge de l'illustre guerrier. Son discours mériterait les honneurs d'une reproduction intégrale ; mais le cadre de cet écrit nous permet à peine d'en

citer un ou deux paragraphes. Détachons d'abord le portrait que l'orateur trace du vaillant homme de guerre.

« Je sais que tous, en ce moment, vous le voyez par les yeux de l'esprit, tel que vous l'avez tant de fois contemplé pendant sa vie, droit, fort et pareil à une tour solide; les épaules carrées, la tête massive. la chevelure luxuriante, la barbe épaisse, d'un brun clair parsemé de filets d'argent. Un front large, une figure pleine, dont les linéaments empruntaient quelque chose de grandiose à leur parfaite harmonie avec les vastes proportions de son corps; un teint blond, dont les vives couleurs attestaient en même temps une santé robuste et une vie bien réglée; un visage illuminé par des yeux gris bleu, froids et terribles à ses ennemis, doux et souriants à ses amis ; que dirai-je? un chêne vigoureux, un homme de fer. Son attitude, sa démarche, tous ses traits révé-

laient une fermeté inébranlable, une force invincible; et cependant le plus aimable sourire embellissait sa physionomie d'une affabilité enchanteresse qui lui gagnait tous les cœurs. Ce tableau vivant de ses formes extérieures, conservé dans votre mémoire, vous rappellera mieux que je ne pourrais le faire ses qualités morales dont, chez lui, les qualités physiques étaient comme le reflet matériel. D'ailleurs, ses talents, son caractère, vous avez pu les voir longuement éprouvés dans l'ardente fournaise de la guerre et dans bien d'autres situations non moins difficiles. Ainsi, camarades, vous n'avez pas besoin que je m'arrête à peindre cette noble figure, et vous seriez en état vous-mêmes d'ajouter de nombreux détails qui l'orneraient et la compléteraient. Je vous prie donc de suppléer aux lacunes de mes propres peintures par l'image fidèle qui vit indestructible au fond de vos cœurs. »

Plus loin l'orateur indique la cause sécrète des succès qu'obtint le général Thomas; nous citons ce passage, parce qu'on croirait y lire l'exposé des principes et des méthodes que Garfield lui-même suivit constamment dans sa carrière militaire :

« La vie de Thomas est une glorification de l'efficacité de la puissance d'un travail opiniâtre, en même temps que l'opiniâtreté du travail nous y révèle la supériorité du talent. Un de ses instructeurs à West Point, le professeur Church, disait de son illustre élève qu'à l'école, nulle question ne lui échappait qui n'eût été par lui examinée sous toutes les faces; il ne laissait rien derrière lui sans l'avoir pénétré à fond. Tel on le voit quand il eut à conduire les armées. Un combat, pour lui, n'était pas, comme pour d'autres, une sorte de tremblement de terre ou de volcan en éruption, ni une mêlée confuse d'hommes

intrépides et de chevaux fougueux, enveloppés des éclairs et de la fumée des canons. C'était la concentration d'une force contre une autre force mathématiquement combinée ; un calcul de lignes et de positions, de métal et de résistance, de bataillons et de compagnies. Il savait que les éléments de la victoire ne sont pas créés sur le champ de bataille, mais patiemment élaborés dans le calme des camps par la parfaite organisation et l'équipement complet d'une armée. Sa remarque à un capitaine d'artillerie en train d'inspecter une batterie est digne d'être rapportée, en ce qu'elle montre comment il entendait la théorie de la victoire : « Tenez tout en « ordre ; quelquefois la roue d'un affût « décide du sort des batailles ». Aussi quand l'heure d'agir avait sonné, il s'était rendu si exactement compte des forces et de l'armement de ses troupes qu'il aurait pu

dire à quelles attaques il leur était possible de résister et quels coups elles feraient sentir à l'ennemi ».

Un des plus beaux discours du général Garfield fut celui qu'il prononça en 1866 devant le Congrès sur les relations des États composant l'Union et sur les devoirs de la nation envers les noirs émancipés.

Parlant sur la thèse « la nation », le général Garfield s'exprime dans l'éloquent langage que voici : « Les étoiles du ciel illustrent notre constellation des États. Quand Dieu a lancé les planètes sur leurs routes célestes, il les a liées toutes, par une irrésistible puissance d'attraction, au soleil central, autour duquel elles opèrent leurs révolutions dans des orbites déterminées. Chacune d'elles peut être balayée par les orages, déchirée par la foudre, secouée par les tremblements de terre, écrasée sous ses propres ruines, dévastée

12.

par tous les cataclysmes; mais, tout éloigné qu'il est, le soleil souverain retient, de ses profondeurs immuables, chaque planète vagabonde et la maintient à sa place.

« La terre où nous sommes peut être engloutie jusqu'à ses plus hautes montagnes et recouverte par la mer; son sol peut être profondément modifié par les révolutions terrestres; mais il faut qu'elle continue d'accomplir sa révolution dans l'orbite qui lui a été tracée. De même, Alabama peut renverser toutes ses institutions municipales, mais ne peut jamais annuler le décret suprême qui le lie à la souveraineté de l'Union. Il doit à jamais se tenir dans l'orbite de l'obéissance et du devoir.

« Nous ne devons jamais rien faire qui ne soit en rapport avec l'esprit et le génie de nos institutions. Le but de nos efforts doit être : rien pour la revanche, tout pour la sécurité; rien pour le passé, tout pour la

présent et pour l'avenir. Hélas! rien ne pourra nous dédommager des pertes du passé : les quatre cent mille tombes où dorment nos pères et nos frères frappés dans la lutte contre les rebelles, resteront fermées jusqu'à ce que l'ange de la résurrection fasse l'appel des morts. Les larmes, les angoisses, les tortures des cœurs brisés, sont de fatales réalités que le temps ne détruira pas !

« Détournons-nous de ce triste mais glorieux passé, et cherchons pour l'avenir une sécurité que rien ne puisse troubler désormais.

« Et d'abord, montrons-nous toujours reconnaissants pour les résultats immenses obtenus par la guerre. Dans la plus effroyable tourmente qu'aient subie nos destinées, Dieu nous avait placés dans cette terrible alternative, ou de perdre notre liberté ou d'accorder l'émancipation à l'esclave.

« Dans cette détresse extrême, nous avons appelé à nous l'homme de couleur, nous lui avons dit de nous aider à défendre, à sauver la République, et, sous le feu de la mitraille, nous avons conclu avec lui une alliance scellée par le sang de chacun et ayant Dieu pour témoin. Par ce contrat nous nous sommes engagés à briser son joug lorsque la patrie serait sauvée, et à lui faire partager avec nous tous les avantages et toutes les gloires de la liberté.

« Dans les paroles solennelles prononcées lors de la proclamation de l'affranchissement, nous n'avons pas seulement déclaré les esclaves à jamais libres, mais nous avons engagé la foi de la nation qu'elle maintiendrait toujours leur liberté. Nous avons fait plus que de rompre les chaînes des esclaves : l'abolition de l'esclavage a donné quatre millions de citoyens de plus à la République.

« Par la décision de la Cour suprême, par la décision du procureur général et de tous les pouvoirs du gouvernement, ces hommes sont libres; par l'acte de leur émancipation ils sont citoyens.

« Si maintenant ils étaient privés de leurs privilèges, s'ils n'avaient aucune voix pour déterminer les conditions dans lesquelles ils sont appelés à vivre et à travailler, quelles espérances auraient-ils dans l'avenir ?

« Laisserez-vous à leurs anciens maîtres, à la trahison desquels nous avons assisté, le soin de déterminer s'ils sont capables d'acquérir des terres, de jouir des bénéfices de l'instruction, de faire des contrats, d'avoir des droits devant les tribunaux; enfin de posséder tous les privilèges qui donnent à la liberté sa vitalité et sa valeur ?

« Qui ne voit la ruine et la misère où tomberait une race à qui la perspective de

la liberté n'aurait été offerte que pour lui être aussitôt retirée, sans qu'on laisse même à ces malheureux l'assistance que leur ancien maître, dans un but d'intérêt personnel, égoïste et pécuniaire, consentait jadis à leur donner ?

« Serait-il possible que ces nègres qui se rappellent les champs de bataille où deux cent mille des leurs ont si vaillamment combattu, et où des milliers d'entre eux ont héroïquement péri, puissent subir encore la tyrannie et l'oppression, comme aux plus tristes, aux plus sombres jours de leur esclavage ? En de telles conditions il ne peut y avoir aucune paix, aucune confiance, aucune propriété. L'esprit de servitude est encore vivant, il doit être absolument détruit pour que nous puissions jouir d'une pleine sécurité.

« Je ne vois rien de plus dangereux pour la République que de placer un peuple de

quatre millions d'hommes dans cette position intolérable : se voir privés de toutes les garanties des citoyens, dépouillés de tous les droits de représentation, et néanmoins être forcés d'acquitter les impôts du gouvernement.

« Mais si ces malheureux peuvent souffrir un tel état de choses, nous, nous ne le pouvons pas ! Le meurtrier a-t-il plus de titres à notre pitié que sa victime ? Le voleur en a-t-il plus que le volé ? Et nous qui aurons frustré de leurs droits quatre millions de citoyens, ne devrons-nous pas nous infliger à nous-mêmes autant de malédictions que l'homme noir que nous dépouillons ?

« Non, il faut que chaque citoyen, noir ou blanc, soit libre et protégé, dans la vraie acception de ces mots ! et moi, aussi longtemps qu'il me sera permis de parler ici, je combattrai pour ces droits, héritage précieux que tous ont conquis également. »

GARFIELD AVOCAT CONSTITUTIONNEL

Le général Garfield commença l'étude du droit lorsqu'il était professeur et président au collège d'Hiram. Pendant la guerre il emporta dans les camps ses livres de droit qu'il parcourait aux heures de repos quand les soldats se livraient à l'oisiveté ou au sommeil. A Washington il suivit ces mêmes études avec un tel succès qu'en 1868 il fut choisi pour plaider devant la Cour suprême dans une importante affaire, qui touchait aux intérêts de la nation. En 1864, dans l'État d'Indiana, une commission militaire avait cité par-devant elle comme coupables de trahison, un assez grand nombre d'indi-

vidus accusés d'avoir entravé les enrôlements et favorisé la désertion des soldats.

Ils avaient tous été jugés et condamnés à mort. Le président Lincoln commua leur peine en celle de la prison à vie; mais, la paix conclue, leur cause fut soumise à un nouvel examen et portée devant la Cour suprême des États-Unis par la raison qu'une Commission militaire était sans juridiction, même en temps de guerre, dans un État où les autorités des districts et toutes les Cours civiles étaient restées debout, dans le plein exercice d'un pouvoir incontesté. Outre que cette affaire soulevait les questions les plus délicates au sujet des principes fondamentaux du gouvernement constitutionnel, les coupables avaient subi leur condamnation pour un crime odieux commis dans un moment où leur trahison mettait en péril la cause de l'Union; et certes, il fallait de la part d'un jeune membre répu-

blicain du Congrès une singulière hardiesse pour venir devant la Cour du dernier appel, réclamer la liberté de semblables prévenus. Les avocats associés à Garfield étaient démocrates et représentaient par leurs talents l'élite du barreau américain. Lui, cependant, avait découvert au fond de cette cause un principe primordial, et dès lors il ne craignit pas d'accepter la lutte devant la Cour.

De fait, sa première plaidoirie ébranla de fond en comble l'ancienne procédure et détermina, on peut le dire, le jugement final qui intervint en faveur de ses clients.

Après avoir passé en revue les précédents les plus saillants que lui fournissait l'histoire du droit anglais, le défenseur s'exprimait ainsi :

« Les décisions alléguées nous permettent de tracer, dès leurs plus lointaines origines, les progrès et les développements

de la liberté anglo-saxonne, ses innombrables conflits avec un pouvoir irresponsable, ses victoires chèrement achetées mais toujours gagnées, victoires qui ont couronné d'une immortelle gloire les institutions de la libre Angleterre et imprimé leur trace indélébile sur l'esprit de la race anglo-saxonne.

« Ces principes, nos ancêtres les ont emportés avec eux dans le nouveau monde ; ils les ont gardés avec une vigilance infatigable, avec un culte tout religieux. A l'heure de ses récentes épreuves, durant la dernière rebellion, la République ne les a point oubliés.

« L'unique raison sur laquelle les illustres avocats essayent d'établir les titres de la Commission militaire à juger les pétitionnaires, c'est la nécessité des circonstances. Je réponds qu'il n'y a point eu de nécessité. Ni la Constitution ni le Congrès ne l'ont reconnue. La Constitution est un

arsenal admirablement pourvu pour faire face à toutes les éventualités de la vie nationale. Est-il une plus évidente preuve de son excellence que l'effroyable révolte qui, tout récemment, a dissous les administrations municipales des onze États pour les fondre dans une puissance usurpatrice, créée dans le seul but de détruire le gouvernement des États-Unis? Quant au Congrès, du commencement de la rebellion jusqu'à la fin, il n'a qu'avec beaucoup de peine porté remède aux nécessités extrêmes de la nation; pourtant, en seize articles mûrement élaborés, la législature nationale s'est chargée de pourvoir à tous les cas; elle a su armer de toutes pièces le pouvoir exécutif avec la sanction solennelle de la loi ».

Enfin, s'adressant directement à la Cour, l'orateur lui dit : « De votre arrêt datera une ère dans l'histoire de l'Amérique. La solution équitable et définitive de

ce grand débat prendra une haute place parmi les perfectionnements appréciables qui ont immortalisé cette décade. Elle établira pour jamais cette vérité d'une valeur inestimable pour nous, pour l'humanité entière, qu'une république peut lâcher la bride aux sanglantes fureurs de la guerre tout en respectant les garanties de la liberté individuelle; qu'elle peut étouffer l'insurrection et la révolte, si formidables soient-elles, sans toucher aux boulevards de la loi; qu'elle peut, en armant des millions de bras, défendre tout ensemble la nationalité et la liberté. Les victoires du champ de bataille étaient sans prix, puisqu'elles arrachaient la patrie aux mains de ses implacables ennemis; mais la paix a aussi ses victoires, non moins belles, non moins précieuses que celles de la guerre; et si votre sentence doit étendre la protection des lois à tout acte accompli sur tout

13.

notre immense territoire, vous aurez rendu l'un des plus mémorables jugements du siècle ».

GARFIELD ORATEUR POPULAIRE

Nulle part les vastes ressources oratoires de Garfield et la supériorité de son éloquence n'ont paru avec autant d'éclat qu'au milieu des luttes politiques, si vives, si brûlantes qui, dans la république américaine, précèdent les élections nationales tant pour la présidence que pour le Congrès et celles de chacun des Etats de l'Union. Dans les élections chaudement débattues, Garfield était comme la citadelle du parti républicain : c'est lui dont on réclamait surtout l'assistance quand les conjonctures devenaient

critiques. Prenons pour exemple ce qui arriva dans l'automne de 1878, lorsque, dans le Massachusetts, les partisans de la monnaie d'argent, ayant à leur tête Benjamin F. Butler, menaçaient de se rendre o mpètement maîtres de cet État. Massachusetts compte une population nombreuse d'ouvriers et d'employés divers qui travaillaient dans de vastes manufactures de fer, de coton, de laine, de cuir. Tout ce peuple avait souffert de l'abaissement des salaires et des fréquentes suspensions du travail durant la période des crises financières, et les hérésies du général Butler sur le papier-monnaie avaient jeté dans les esprits des semences dangereuses.

Le général Garfield fut appelé à la défense des saines doctrines. A Fanueil Hall, devant un auditoire tumultueux, il fit un discours éloquent, où il discuta les sophismes et les passions qui agitaient la multi-

tude. Sa parole persuasive contribua beaucoup à la victoire que le parti du bon sens et de l'honnêteté remporta aux élections suivantes. Je choisis vers la fin de son discours un morceau qui indiquera la tendance de ses idées et sa puissance comme polémiste.

L'historien anglais Macaulay avait affirmé en 1857 que les conflits entre le capital et le travail finiraient par détruire les institutions républicaines en Amérique. Garfield s'attaque à cette prophétie qu'il déclare fausse, faite à la légère, et il apporte les raisons de son jugement :

« Ma première réponse, dit-il, est celle-ci : Quiconque n'a pas vécu parmi nous n'entend rien à nos institutions. Aucun de ceux qui ont habité depuis leur enfance un pays monarchique n'est capable d'apprécier la différence absolue qui existe entre son gouvernement et le nôtre. En effet, qu'est-

ce qu'un gouvernement monarchique? Une société où les castes sont superposées aux castes. En bas, au fond, pareilles aux blocs de granit dans la croûte terrestre, sont les masses des travailleurs. Un Anglais me disait, il n'y a pas longtemps, que dans vingt-cinq années d'une étude attentive des classes agricoles dans son pays, il n'avait pas vu un seul homme né et grandi dans les rangs des laboureurs, s'élever au-dessus de sa condition et devenir un citoyen. Vérité formidable que celle-là! Trois millions d'hommes doivent rester dans les bas fonds de la société sans espoir de monter jamais plus haut! Au-dessus d'eux, la petite noblesse et les capitalistes héréditaires; au-dessus de ceux-ci, l'aristocratie, les princes; puis, comme dernier couronnement, le souverain; autant de castes, autant de barrières infranchissables.

« Nul homme né sous de telles institu-

tions ne comprendra l'énorme différence qui sépare ces pays du nôtre. Grâce à Dieu, grâce à nos ancêtres par qui fut constituée cette république, grâce aux hommes qui ont réalisé les promesses de la Déclaration, il n'existe pas chez nous de classifications fixes et immuables. Ici la société n'est pas stratifiée en couches horizontales comme la croûte terrestre ; mais, ainsi que le disait il y a des années un de nos compatriotes, notre société ressemble bien plutôt à l'océan large, profond, ouvert, et tellement libre dans toutes ses parties que la goutte d'eau qui a roulé sur le sable jaune du fond, monte ensuite, monte encore, jusqu'à ce qu'elle étincelle enfin aux feux du soleil, balancée sur les plus hautes cimes des flots. Voilà l'image de notre milieu social tout pénétré des bienfaisantes clartés de la liberté humaine. Pas un enfant de l'Amérique, si pauvre, si humble, si délaissé qu'il soit,

pourvu qu'il ait une tête bien organisée, un cœur droit, un bras vigoureux, qui ne puisse monter par tous les degrés de l'échelle sociale, et devenir l'ornement, la gloire, la colonne de l'État.

« Ici nous n'avons pas à craindre la guerre du monde ancien entre le capital et le travail ; ici nous sommes à l'abri des bouleversements de l'ordre social prédits par Macaulay. L'unique chose dont nous ayons besoin, c'est la protection d'une loi juste et la même pour tous. Il faut en dire autant du capital et du travail. Tout pauvre espère économiser quelque chose pour le lendemain pluvieux; il espère devenir capitaliste, car le capital, c'est le travail accumulé. Lorsqu'un ouvrier a gagné 100 dollars de plus qu'il ne lui en faut pour ses dépenses journalières, par là-même il devient capitaliste et demande à jouir avec sécurité de son avoir. » (Applaudissements).

« Je ferai une autre réponse à Macaulay. Il ne pouvait concevoir, et nul ne le concevra s'il ne l'a vu de ses yeux, l'efficacité presque toute-puissante de notre système d'éducation pour apprendre au peuple des États-Unis à être libre, en lui apprenant à être intelligent.

« Ceux de mes compatriotes qui avaient lu la lettre de Macaulay, s'en souvenaient-ils, il y a une année, le dernier jour de juillet, lorsque en dix grands États de l'Union des millions de citoyens américains, des millions de propriétés américaines, couraient les plus extrêmes dangers; lorsque la nation était en alarmes, Pittsburgh en flammes et inondé de sang, beaucoup de nos principales cités dans les angoisses de l'agonie? Si la prophétie de Macaulay leur est alors revenue à la mémoire, n'ont-ils pas reconnu que jamais la sanglante Commune ne régnera en souveraine sur

nos bords »? (Grands applaudissements).

C'est à dessein que nous citons ces paroles. Notre intention est de bien faire comprendre que derrière les éléments qui troublèrent chez nous la paix publique, derrière les foules honnêtes mais abusées qui suivirent les théories décevantes de Greenback, derrière eux tous, le communisme venu d'Europe se glissait, prêt à tirer profit des mouvements que lui-même avait suscités.

COMMENT ET POURQUOI IL A ÉTÉ CHOISI A LA PRÉSIDENCE

De tout ce que nous avons dit jusqu'à présent il est aisé de conclure que le choix comme candidat à la présidence d'un chef de

parti éminent, tel que le général Garfield, est, après tout, un résultat naturel et parfaitement compréhensible. La convention nationale de Chicago se composait de sept cent cinquante-six délégués parmi lesquels se trouvait le général Garfield. On tint les assemblées dans un vaste édifice capable de contenir quinze mille personnes assises. En dehors de la tribune et de l'enceinte réservée pour les délégués, toutes les places jusqu'à la dernière étaient pendant les longues séances de la Convention, envahies par un auditoire attentif, ému, où se confondaient les hommes les plus distingués et les plus considérables de la contrée. L'ex-président Grant fut proposé par un grand et fort parti que dirigeait le sénateur Conkling, de New-York; le sénateur Blaine, du Maine, avait pour lui des adhérents nombreux et dévoués. Une troisième fraction dont le général Garfield était l'âme, poussait à la nomination

de M. Sherman, ancien ministre du Trésor, à qui la sagesse de sa gestion durant les rudes épreuves nées de la loi de *resumption* avaient acquis une grande popularité parmi les hommes de finances et dans la classe commerciale. Mais aucun des trois aspirants ne put réunir la majorité des suffrages : bien que les séances, plusieurs jours de suite, se fussent prolongées jusqu'au soir, les voix se distribuaient toujours en nombre égal. Le compte rendu de chacune de ces journées était publié dans toute l'Union par le télégraphe et lu avidement par la population tout entière. Lorsque le général Garfield présenta le nom de M. Sherman, son discours impressionna vivement l'assemblée et tout le pays. Plusieurs fois, comme la discussion s'échauffait, on le vit monter à la tribune, et par des avis prudents, pratiques, où respirait un esprit de parfaite impartialité entre les combattants, apaiser en quel-

ques mots les querelles et rétablir l'harmonie. La Convention reconnut en lui les qualités qui assurent une haute influence, et de plus Garfield venait de se révéler comme un de ces administrateurs intègres que nul motif personnel ne fait dévier de la ligne d'une stricte justice envers les intérêts rivaux. Ce jugement se confirma chaque jour davantage. Si grand que fût le tumulte, dès que Garfield se levait de son siège et qu'il apparaissait à la tribune, instantanément le silence renaissait dans l'auditoire. A ceux donc qui douteraient encore qu'il fût un homme réellement populaire, un vrai chef de parti, nous pouvons répondre qu'il a été à peu près le seul délégué auquel la Convention de Chicago ait constamment prêté une oreille attentive.

Aussi, quand les résultats toujours négatifs du scrutin de ballottage, quand les emportements des antagonistes eurent pro-

duit ce calme plat qui tint quelque temps le pays en suspens, le peuple ne se méprit pas sur l'homme qui était en réalité la tête de la Convention. De tous côtés affluèrent des lettres et des télégrammes où se lisait le même conseil : « Prenez Garfield ». La Convention obéit. Tous les intérêts se turent, tous les partis s'unirent, et de l'urne nationale sortit en novembre une élection triomphale.

Peut-être demandera-t-on pourquoi, si Garfield possédait toutes les qualités propres à cette haute fonction, il n'a pas été plus tôt porté à la présidence avec Grant, Blaine et Sherman. En premier lieu, Garfield n'est pas solliciteur. Jamais il n'a demandé une charge, ni autorisé aucun de ses amis à le faire pour lui. Ainsi que nous l'avons vu, il fut dix-huit années consécutives élu représentant au Congrès à l'époque la plus difficile et la plus critique. Il avait servi

son pays longuement et fidèlement, et ce n'était pas sans quelque satisfaction qu'il voyait le sénat ouvrir devant ses yeux la perspective d'une vie honorable et plus tranquille. L'honneur d'un siège au sénat, il lui eût été facile de l'obtenir au printemps de 1877; mais une majorité hostile à son parti venait d'élever au pouvoir exécutif le président Hayes, et celui-ci pria Garfield de ne pas quitter son poste afin de mettre avec son zèle accoutumé la minorité républicaine au service de l'administration. Il fallut à Garfield, pour acquiescer à ce désir, un désintéressement des plus exemplaires. Cependant, deux années plus tard, par un vote unanime de tous les membres républicains, la législature de l'Ohio l'envoya au sénat remplir le siège que Thurman y avait occupé. Garfield et ses amis ne portaient pas plus haut leur ambition. Avoir été nommé d'une seule voix à la di-

gnité de sénateur, et cela, dans l'Ohio, État où les distinctions publiques furent toujours si chaudement disputées, c'était là tout ce qu'il leur semblait raisonnable de souhaiter. A vrai dire, beaucoup des amis de Garfield pensaient, que, s'il vivait, il arriverait probablement à la présidence; mais il était jeune encore, il siégeait au sénat; quant aux honneurs d'un ordre plus élevé, il pouvait, supposaient-ils, attendre avec calme l'avenir.

Qu'on me permette sur ce point une autre remarque. Un très grand nombre d'Américains, Garfield entre autres, se sont arrêtés à l'opinion que la présidence des États-Unis est placée dans une sphère trop supérieure aux autres charges pour être poursuivie et conquise par la voie ouverte à toutes les compétitions politiques. Pour eux, cet honneur suprême doit être un don bénévolement offert, non un prix recherché

et disputé. La nomination toute spontanée d'Abraham Lincoln en 1860, fut le précédent qui dirigea surtout l'instinct populaire vers l'élection du général Garfield en 1880. Ces deux hommes ont été revêtus de la puissance et de la responsabilité souveraine, non parce qu'ils l'avaient ambitionnée, mais parce qu'on les avait crus dignes de l'exercer.

LETTRE D'ACCEPTATION

Le programme de son administration est tracé d'avance dans la lettre où il accepte le choix de la Convention de Chicago : cette lettre peut être considérée comme un juste résumé de sa vie politique et des

principes qui dirigeront sa conduite comme Président.

Il y a dans cette lettre une largeur de vues, une clarté, une précision et une honnêteté de sentiments qui ne laissent aucun doute sur le caractère de sa gestion par rapport à toutes les grandes questions de la politique américaine.

Le lecteur ne peut se former une idée plus juste du président Garfield et de son programme qu'en réunissant par la pensée les points les plus saillants de cette lettre remarquable.

Le général Garfield disait :

« Sans rappeler les controverses agitées pendant les vingt dernières années et sans aucune intention de rallumer les passions de la guerre récente, voici ce qu'on doit affirmer :

« Tant que les républicains reconnaîtront

pleinement, tant qu'ils défendront courageusement tous les droits réservés aux États, ils résisteront à la doctrine pernicieuse de la suprématie de l'État qui depuis longtemps fait dévier la direction du gouvernement national et qui faillit à une certaine époque précipiter l'Union à sa ruine complète. Ajoutons que les États-Unis forment un peuple doué d'une grande puissance de préservation, que sa Constitution et les lois qui en découlent sont la règle suprême du pays ; que le droit qu'a la nation de déterminer les principes qui servent de base à sa législation ne peut être abandonné sans que, par là même, on abdique l'un des pouvoirs fondamentaux du gouvernement ; que les lois nationales relatives à l'élection des représentants du Congrès ne doivent être ni violées ni éludées ; que chaque électeur doit donner son bulletin librement et sans intimidation, que le recensement doit en

être fait avec une loyauté entière et que l'autorité de son vote ne saurait être annulée par un autre vote illégal et frauduleux.

« C'est vers ces grandes questions d'ordre social auxquelles tous ont un intérêt commun, que devraient être dirigées de préférence les pensées et l'énergie de la nation. Ces généreux efforts rétabliront une paix profonde chez ceux-là mêmes qui naguères tournaient leurs armes les uns contre les autres ; car la justice et la douceur finissent toujours par triompher de la passion !

« Mais il est certain que les blessures de la guerre ne peuvent être complètement guéries et que l'esprit de fraternité ne peut pénétrer au cœur du pays, avant que chaque citoyen, riche ou pauvre, blanc ou noir, jouisse d'une vraie sécurité, avant que tous aient la pleine possession des droits civils et politiques, garantis par la

Constitution et les lois. Partout où la jouissance de ces droits est incertaine, vous verrez le mécontentement se répandre, l'immigration cesser, les forces sociales et industrielles persister dans le trouble où les retiennent la migration des laboureurs et l'affaiblissement continu de la prospérité. Le gouvernement national devrait, par tous les moyens que lui fournit son autorité constitutionnelle, mettre fin à ces maux; car tous les peuples, tous les États sont les membres d'un seul corps, et un membre ne peut souffrir seul; son infirmité se fait sentir à tous les autres. Les plus graves calamités qui affligent le Sud en ce moment viennent de ce qu'il y a dans l'opinion et dans l'action politique une telle absence de liberté que la minorité n'a plus aucune force pour restreindre dans ses justes limites la prépondérance exorbitante de la majorité au pouvoir. Or, si ce frein n'existe plus,

l'action des partis politiques dégénère infailliblement en corruption, en tyrannie.

« La prospérité qui peut renaître dans le Sud, à cause des grands avantages que présentent son sol fertile et son climat, ne sera jamais qu'une vaine espérance aussi longtemps que la fraude et le vol pourront librement et sans crainte satisfaire la rapacité de leurs instincts. Immédiatement après la liberté et la justice vient, sous le rapport de l'importance, l'éducation du peuple, sans laquelle ni la justice ni la liberté ne peuvent être maintenues. Les intérêts en sont confiés aux États, ainsi qu'à l'action libre des particuliers. Quels que soient les secours que la nation donnera, toujours seront-ils accordés par pure générosité pour aider les États à supporter la charge des écoles publiques ; mais il y aurait injustice à l'égard des citoyens et danger pour nos institutions à ce que les revenus de la

nation ou des Etats fussent consacrés à soutenir les écoles particulières des sectes. La séparation de l'Église et de l'État en tout ce qui touche aux impôts doit toujours être absolue.

« Au sujet des finances nationales, mes opinions ont été si fréquemment, si complètement exprimées, qu'il me reste très peu de chose à ajouter. La dette publique est maintenant si bien assurée et le prix de l'intérêt annuel a été si fort diminué par les remboursements, que la stricte économie des dépenses et l'application scrupuleuse de l'excédent des revenus au payement du principal de la dette délivreront peu à peu, mais sûrement, le peuple de ce fardeau, et termineront honorablement le chapitre financier de la guerre. En même temps le gouvernement peut fournir à toutes les dépenses ordinaires et s'acquitter de ses obligations sacrées envers les soldats de l'Union,

envers les veuves et les orphelins de ceux qui sont tombés pour sa défense.

« La reprise des payements en espèces accomplie si courageusement et avec tant de succès par le parti républicain, a éliminé du terrain de la discussion nombre de questions qui depuis longtemps avaient amoindri le crédit du gouvernement et troublé le commerce du pays. Notre papier-monnaie est, en ce moment, aussi national que notre drapeau et la *resumption* ne l'a pas seulement rendu l'égal des espèces quant à la valeur, mais elle a donné une activité nouvelle à notre monnaie d'or ou d'argent. La circulation du métal monnayé est, en effet, plus facile qu'elle ne le fut jamais et nous n'avons qu'à maintenir l'égalité de tous nos dollars pour assurer au travail et au capital des conditions telles que personne n'ait à en souffrir. La grande prospérité dont nous jouissons en ce mo-

ment ne devrait pas être compromise par de brusques changements ou par des expériences financières d'un succès douteux. Par rapport à nos lois de douane, il faudrait suivre une politique de nature à augmenter les revenus de la trésorerie et qui permette au travail et aux capitaux de nos grandes industries de lutter sur nos propres marchés avec le travail et les capitaux des producteurs étrangers.

« Nous faisons des lois pour les peuples des États-Unis, non pour le monde entier, et c'est notre gloire que le travailleur américain soit plus intelligent et qu'il reçoive un salaire plus élevé que son concurrent étranger.

« Notre pays ne peut être indépendant, si son peuple, avec les abondantes ressources naturelles dont il dispose, ne possède aussi l'industrie nécessaire en temps de guerre pour se vêtir, s'armer et s'équiper ;

et en temps de paix pour produire tout le matériel indispensable au travail.

« L'intention manifeste des fondateurs de l'Union fut non seulement de fournir des armées régulières pour la défense commune, mais aussi d'élever au sein de la population une plus grande armée d'artisans dont l'intelligence et l'habileté contribuassent puissamment à la sécurité et à la gloire de la nation. Heureusement pour les intérêts du commerce, nous n'avons plus à vaincre ces oppositions formidables qui entravaient l'amélioration de nos ports et des grands fleuves navigables, pourvu que les dépenses votées à cette fin soient rigoureusement limitées aux travaux d'une importance vraiment nationale. Le Mississipi avec ses grands tributaires est une voie navigable tellement indispensable à des millions de citoyens que la sûreté de son parcours réclame une étude exceptionnelle,

Pour assurer aux États-Unis la libre navigation de ce fleuve, le président Jefferson négocia l'achat d'un vaste territoire qui s'étend du golfe du Mexique jusqu'à l'océan Pacifique. Il appartient à la prudence du Congrès de découvrir quelque moyen pour que cette grande rivière cesse d'être un sujet d'épouvante pour ceux qui habitent ses bords : il faut qu'elle transporte avec sécurité d'une extrémité à l'autre de ses eaux les produits industriels de 25,000,000 d'hommes. Les intérêts de l'agriculture, base de toute notre prospérité matérielle et qui emploie les 7/12 de notre population, aussi bien que les intérêts des manufactures et du commerce, demandent que les facilités du transport à bon marché soient augmentées par l'usage des grands cours d'eau qui sillonnent nos provinces. Les intérêts matériels de ce pays, les traditions de ses établissements primitifs et les

sentiments de nos populations ont engagé le gouvernement à offrir une large hospitalité aux émigrants qui cherchent sur nos bords un séjour plus fortuné, prêts à partager les fardeaux aussi bien que les bienfaits de notre société et avec l'intention que leur postérité fasse un jour partie de notre population. Le mouvement récent des Chinois vers nos côtes du Pacifique ne présente pas les qualités d'une pareille émigration soit dans ses causes, soit dans ses résultats. Il ressemble trop à une importation pour être accueilli sans quelque réserve; il est trop voisin de l'invasion, pour être vu sans méfiance. Nous ne pouvons consentir qu'aucune forme de servitude soit introduite chez nous sous le masque de l'immigration.

« Reconnaissant l'importance de cette question, le gouvernement, soutenu par le Congrès, a envoyé en Chine une commission

de citoyens distingués pour obtenir une modification du présent traité qui empêchera des maux à peu près inévitables dans la situation présente. On a des motifs d'espérer que ces négociations diplomatiques se termineront heureusement et sans la rupture de communications commerciales qui promettaient un grand accroissement des transactions réciproques et une extension sensible de nos marchés. Dans le cas où ces efforts ne réussiraient pas, le devoir du Congrès serait de mitiger les maux existants et d'empêcher leurs progrès par des restrictions qui, sans violence ni injustice, assureraient la paix et la liberté de nos rapports mutuels.

« L'élévation des citoyens aux charges diverses du pouvoir exécutif et judiciaire est peut-être un des devoirs les plus difficiles que la Constitution ait imposés au gouvernement. La Convention demande avec justice que le Congrès agisse de concert avec le

pouvoir exécutif pour donner une meilleure organisation au service civil.

« L'expérience nous a prouvé qu'avec nos changements d'administration si fréquents, aucun système de réforme ne peut être effectif et durable sans l'aide de la législation. Le service militaire et naval est réglé par les lois et la coutume; ce point ne peut guère soulever de plaintes.

« Peut-être ne serait-il pas prudent de faire des lois pour régler pareillement le service civil. Mais sans éluder l'autorité ni la surveillance nécessaire de l'Exécutif, le Congrès devrait imaginer une méthode qui déterminera la durée des charges publiques et diminuera beaucoup les incertitudes qui rendent ce service si précaire et si ingrat. Sans priver aucun officier de ses droits de citoyen, le gouvernement doit exiger de lui qu'il remplisse tous ses devoirs officiels avec intelligence, fidélité et dévoue-

ment. Pour choisir sagement parmi notre immense population ceux qui sont les plus capables de remplir les charges publiques, il faut une connaissance qui dépasse de beaucoup la portée d'un seul homme.

« Le Président devrait, en conséquence, chercher et recevoir les informations les plus exactes et l'assistance de ceux qui, grâce à une connaissance spéciale des localités où ces fonctions devront être remplies, sont aptes à conseiller le meilleur choix. »

V

SON PORTRAIT

Au physique aussi bien qu'au moral, le général Garfield représente la virilité humaine dans sa plus haute expression. Il a plus de six pieds de hauteur, de larges épaules, une tête puissante, des formes athlétiques. Né avec un tempérament robuste, il le fortifia durant son enfance par les durs travaux qu'il supportait dans les champs. Cet avantage d'une santé vigoureuse, il sut

le conserver par une vie sage et parfaitement ordonnée, dont l'unique distraction fut la lecture qu'il prolongeait aux heures où les autres ne songeaient qu'aux divertissements et aux douceurs du sommeil. Lire était pour lui une passion qui absorbait presque tous les instants de loisir qu'il pouvait se procurer dans sa vie si laborieuse. Au milieu de ses plus vives préoccupations, il cherchait encore des livres pour reposer et distraire sa pensée. L'auteur se souvient d'avoir trouvé un jour le général Garfield dans sa bibliothèque. La session du Congrès venait de finir, et le président du comité des *appropriations*, devait, ce semble, voir encore les colonnes de chiffres se dresser devant ses yeux. Or, bien après minuit, Garfield était tout entier à sa joie : il avait découvert, dans je ne sais quel volume grec, un poème sur Périclès et Aspasie. Systématiquement et pour compléter l'étude com-

mencée, il avait consacré une ou deux semaines à revoir l'histoire des amants célèbres: Pèriclès et Aspasie, Abélard et Héloïse, Dante et Béatrix, Chopin et Mme Georges Sand, plus une douzaine d'autres couples historiques avaient successivement passé dans le champ de son télescope durant ces quinze jours de délassement; et le profond politique était si plein de son sujet qu'il ne pouvait parler d'autre chose. Ce trait met en relief la méthode qu'il suit dans ses lectures. C'est un système chez lui d'épuiser une matière et de classer dans sa prodigieuse mémoire, soit comme ornement, soit pour son usage, les conclusions qu'un livre lui a fournies. Un roman de mérite ne paraît guère sans qu'il ne s'empresse de le lire. Ceux qu'il affectionne le plus sont Pickwick et Pendennis, auxquels il revient comme à un rafraîchissement, de même qu'on s'en va, l'été, respirer l'air bienfaisant

des montagnes. Quoiqu'il sache par cœur, pour ainsi dire, les premiers chapitres de Pickwick, il n'est pas allé au delà. L'auteur étant mort, et jamais œuvre si gracieuse ne pouvant, d'après lui, voir le jour, il aime mieux en réserver pour les temps à venir une partie qu'il lui sera loisible de savourer dans toute sa fraîcheur. Entre ses goûts littéraires prédomine un amour passionné des poésies classiques. Tout le temps qu'il servit dans l'armée, il porta sur lui un Horace, et dans sa correspondance récemment publiée on trouve de longues lettres écrites, sur le théâtre même de la guerre, à un camarade d'école avec lequel il discute certains passages de son poète favori.

Il apprit l'allemand, parce qu'il l'aimait, et aussi afin de pouvoir jouir des beautés de sa littérature. Sa parfaite connaissance de la langue française lui fut extrêmement utile au Congrès. Il put ainsi étudier à fond l'his-

toire politique et financière de la France pendant les deux derniers siècles; il put donner pour base à ses discours et aux mesures qu'il proposait les enseignements et les conseils des grands maîtres qu'a eus ce peuple en matière de finances, le merveilleux mécanisme de la Banque de France et de la répartition des impôts ; enfin tout ce qu'il a fallu créer dans ce pays à la suite des révolutions qu'il a dû traverser.

Il se livre aussi à de patientes études sur la langue anglaise et trouve le plus grand plaisir dans ses recherches étymologiques. Il poursuit un mot composé jusqu'à sa racine première, cherchant toutes les dérivations avec une ardeur pareille à celle du chasseur à la piste du gibier. Sa nature est confiante et sympathique. S'il présente en politique un point faible, c'est qu'il voit sa propre sincérité dans les autres hommes, et qu'il les juge meilleurs et plus vrais qu'ils

ne le sont trop souvent. Son ardent amour des belles-lettres ne dégénère ni en pédantisme ni en bibliomanie. Bien au contraire, la sociabilité, la courtoisie sont ses qualités dominantes; il a réussi à se faire de chauds amis qui, dans l'intimité, l'appellent par son petit nom.

Il possède deux habitations, l'une bâtie de briques et très confortable qu'il fit construire, il y a quelques années, à Washington; l'autre, charmante villa d'architecture gothique, décore sa propriété à quelques milles à l'est de Cleveland. Il s'y rend avec sa famille en mai ou juin, après la clôture de la session du Congrès, et là, aime à se délasser en se livrant à son goût pour l'agriculture. Ce goût ne consiste pas à bêcher délicatement un carré de lis ou de roses; non, le général Garfield n'a jamais craint de labourer la terre avec ses fermiers. Ceux de ses amis politiques ou de ses collègues

au Congrès qui pendant les mois d'été vont à Woodlawn pour l'entretenir sur les affaires de l'État, ont à subir la visite de sa ferme, et n'arrivent pas à la fin du jour sans être exactement renseignés sur son bétail et sur ses récoltes. Il n'est pas homme de société dans le sens qu'on attache à ce mot, et néanmoins sa conversation est pleine de charme quand il se trouve dans la compagnie de femmes spirituelles et distinguées. Président de l'association littéraire de Washington, il reçoit chez lui fréquemment les hommes les plus érudits, les plus éclairés de la capitale, résidants ou étrangers. Il fait volontiers sa partie de whist ou de billard, plaisante gaîement, conte une anecdote et quand il se sent débarrassé du joug des travaux sérieux, on le voit s'abandonner au plaisir des récréations avec tout l'entrain de la jeunesse.

L'instinct d'amasser n'existe pas dans

cette âme généreuse ; les deux maisons dont nous avons parlé, représentent toutes les économies d'une vie si féconde. Comme avocat, il aurait pu se faire en quelques années une grande fortune. Et s'il n'eût pas été doué de l'intégrité à toute épreuve qui le caractérise, que d'occasions n'avait-il pas de s'enrichir quand on lui confia le contrôle des deniers publics et que tant de sommes immenses lui passèrent dans les mains !

Il a préféré demeurer ce qu'il est, riche de tous les dons naturels, et comparativement pauvre d'argent. Son hospitalité est proverbiale. Jamais il n'est plus heureux qu'au jour où de nombreux amis se pressent autour de sa table et de son foyer. Au reste, bien malavisé qui refuserait ses déjeuners de famille, car on peut être sûr qu'avant la fin du repas, l'amphitryon aura donné l'analyse du meilleur ouvrage récemment

paru ; il aura signalé tout ce qui, depuis peu, a produit quelque sensation en politique, en littérature, dans le monde des arts.

Garfield n'a pas seulement le talent de bien parler, il a encore cette faculté plus rare d'aiguillonner l'intelligence chez les autres, de les aider à dire ce qu'ils savent, mieux peut-être qu'ils ne l'avaient jamais dit jusque-là. Le bonheur de ses dernières années n'a pu lui faire oublier ceux en qui, autrefois, il avait pu voir de véritables amis. Un de ses anciens condisciples, un vétéran du 42e régiment, un vieillard, son voisin au temps jadis, qui le connaissait alors que l'enfant de la veuve Garfield allait à l'école ou travaillait dans les fermes voisines, recevra indubitablement de lui un salut aussi cordial que n'importe quel ministre du cabinet de Washington.

Garfield n'est le partisan opiniâtre d'au-

cune secte politique. Les hautes et délicates fonctions qu'il a remplies lui ont permis d'acquérir sur toutes les questions pendantes des idées trop larges pour qu'il consente aujourd'hui à s'assujettir aux vues particulières d'un chef de parti. Il est de ces républicains sincères qui respectent dans le peuple un souverain grand, puissant, vigilant, sur lequel tous ceux chez qui le patriotisme, le zèle, la générosité pour le bien commun, ne reculent devant aucun sacrifice, peuvent, en définitive, se reposer avec une entière sécurité.

Sa religion s'est toujours traduite par cette pratique journalière qui imprime à l'existence humaine un caractère marqué de force et de pureté morales. Il est chrétien sans ostentation, adorateur sans hypocrisie. Sa vie domestique a constamment joui de la sereine clarté d'un ciel sans nuages. A l'âge de seize ans, élève au séminaire de Geauga il remarqua une jeune fille

intelligente, douce, studieuse ; elle se nommait Lucrèce Rudolph. Leur attachement mutuel se resserra quelques années après par des fiançailles, et le mariage fut célébré à Hiram peu après que le jeune homme eut pris ses degrés au collège Williams. Quatre fils et une fille ont été la couronne de cette heureuse union qui n'eut jamais de jour plus nébuleux que celui où les deux aînés dirent adieu au toit paternel pour aller s'asseoir sur les bancs du collège. La vieille mère du président Garfield vit encore, vénérable matrone, toujours alerte, toujours gaie. Elle partage maintenant la demeure de son fils ; il lui est donné de goûter l'abondance des fruits qu'elle a fait mûrir par ses prières aux jours de son veuvage. Ni elle ni aucun autre membre de la famille ne se sont enorgueillis des événements qui, l'année dernière, ont fait d'un fils, d'un époux, d'un père, le premier des citoyens

de la grande République américaine qu'on ait vu tout à la fois représentant, sénateur et Président élu des États-Unis.

C'est ainsi que, béni dans sa famille, honoré de ses compatriotes, initié par l'expérience aux affaires d'État comme jamais Président ne le fut avant de monter aux fonctions souveraines, le général Garfield s'est avancé peu à peu de son humble ferme de Mentor au siège principal du gouvernement de Washington. Son inauguration a eu lieu le 4 mars de cette année. Son administration commence à une époque où le pays est prospère, confiant dans l'avenir et en paix avec l'univers. Le nouveau Président démontre par son élévation et par toute sa carrière la valeur inappréciable de cette liberté, précieux héritage de l'enfance et de l'âge viril sous « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. » Tous les actes de sa vie antérieure nous

donnent l'assurance qu'il fera honneur au choix populaire, et qu'en se retirant, il laissera derrière lui le souvenir d'une administration digne des plus beaux temps de la République.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LYON. — IMP. PITRAT AINÉ, R. GENTIL, 4

